

Les défis de la mondialisation, hier et aujourd'hui

I

Repères pour une définition du défi

1. Sans doute existe-t-il un accord de vues assez large concernant quelques unes des caractéristiques principales du défi auquel sont confrontées les sociétés de notre époque, au moins autour des quatre points suivants :

(i) Le système économique est entré depuis le début des années 1970 dans une phase longue de stagnation relative (par comparaison avec la phase de croissance exceptionnelle de l'après guerre). Qu'on qualifie notre époque de phase B d'un cycle Kondratief ou autrement, on s'accordera sur le fait essentiel que les taux de croissance et d'investissement dans l'expansion des systèmes productifs sont largement inférieurs, pour les vingt dernières années, à ce qu'ils avaient au cours des deux décennies antérieures. L'installation du système dans une stagnation tenace a mis un terme aux illusions que l'expansion avait nourries dans la phase antérieure : celle du plein emploi et de la croissance indéfinie à l'Ouest, celle du développement au Sud, celle du rattrapage accéléré par le socialisme à l'Est.

(ii) Le système économique de notre époque est beaucoup plus mondialisé qu'il ne l'était il y a une trentaine d'années. Au sens que les acteurs économiques dominants – les grandes firmes multinationales – sont capables de développer des stratégies qui leur sont propres et les émancipent largement de la tutelle des politiques nationales des Etats, dont l'impuissance est constatée par tous, qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse.

(iii) Les préoccupations financières ont pris graduellement le pas sur celles concernant la croissance économique et l'expansion des systèmes productifs. Pour les uns cette « financiarisation » du capital donne l'avantage à des comportements usuraires et rentiers négatifs du point de vue du développement économique et social. Elle est alors largement responsable de la ténacité de la stagnation et de la sévérité du chômage, parce qu'elle enferme les politiques économiques dans une spirale déflationniste. Pour les autres celle-ci est nécessaire et positive parce qu'elle conditionne la restructuration des systèmes productifs et prépare ainsi une nouvelle phase d'expansion.

(iv) Enfin, aux plans idéologiques et politiques les concepts fondamentaux d'une alternative socialiste, meilleure socialement et au moins aussi efficace économiquement, fondée sur une sortie du système mondial (la « déconnexion ») sont remis en question, qu'on le déplore et n'attribue l'échec de l'expérience qu'à des erreurs de sa mise en œuvre (tandis que les principes qui fondaient celle-ci resteraient sains), qu'on fasse une critique beaucoup plus radicale de la tentative et considère qu'en tout état de cause la stratégie qui la définissait ne correspond plus au défi de notre époque, ou qu'on s'en réjouisse parce que l'échec conforterait l'idée que toute tentative de sortir du capitalisme est utopique.

Les trois premières caractéristiques de la crise en cours ne sont pas tout à fait chose nouvelle. On a déjà vu dans l'histoire du capitalisme des phases longues de stagnation, de moments de financiarisation intensifiée, et même la mondialisation conçue comme le fait que des agents de la vie économique actifs au-delà des frontières de leur pays d'origine échappent à la loi des Etats ; rien de cela n'est sans précédent. On verra plus loin dans quelle mesure néanmoins ces caractéristiques

présentent aujourd'hui des aspects nouveaux. Bien entendu par contre la quatrième de ces caractéristiques est évidemment nouvelle.

2. Mais s'il y a accord sur ce qu'on peut appeler les grands faits qui caractérisent notre époque, brossés à grands traits ici, il y a certainement des divergences fondamentales dès lors qu'on aborde les analyses relatives à ces phénomènes, et les perspectives qu'ils ouvrent (ou ferment). Ces divergences non seulement séparent la gauche (qui inspire les courants réformistes sociaux, keynésiens et autres et tous ceux qui se réclament du marxisme) de la droite (définie par son adhésion aux thèses fondamentales de l'économie néo-classique), mais traversent tout autant et la gauche et la droite elles mêmes. Comme toujours, mise au défi par des évolutions qui transforment qualitativement les structures et modifient de ce fait les comportements fondamentaux, la pensée sociale est contrainte elle-même de se redéfinir, de repenser les paradigmes dans le cadre desquels elle situait les rapports entre les lois économiques (et leur nature contraignante objective) et le mouvement d'ensemble de la société.

La pensée sociale vulgaire dominante est économiciste en ce sens qu'elle part de l'idée qu'il existe des lois économiques « incontournables », pour utiliser le qualificatif passé dans la langue de la mode, que ces lois commandent le fonctionnement des systèmes productifs dont elles déterminent le mouvement et « le progrès », qu'entre autre elles imposent l'intensification de l'interdépendance à l'échelle mondiale des sous-systèmes nationaux. Mais cette pensée va plus loin : en lisant (à tort ou à raison) ces réalités économiques comme résultantes de forces qui s'imposent dans l'histoire qu'on le veuille ou pas, elle appelle à s'y soumettre. On dit que les politiques d'Etat doivent – ou devraient – s'ajuster aux stratégies des formes privées, se soumettre à la logique de leurs intérêts qui transgressent les frontières d'Etat. C'est le sens donné aujourd'hui à la contrainte de la mondialisation par ses hérauts. Les optimistes diront alors que le politique et le social « s'ajustent » d'eux-mêmes – ou finissent par le faire – à ces exigences, et que ceci est pour le meilleur, les pessimistes que le conflit entre l'objectivité économique qui s'impose et l'autonomie du politique et du social (culturel, idéologique et religieux inclus) peut conduire la société à l'impasse ou même à l'autodestruction dans certains cas.

L'économicisme a toujours dominé la pensée sociale de droite, dans une version d'ailleurs d'optimisme auto encensant le système. Les imperfections, voire les désastres sociaux, sont alors le produit soit d'un refus de s'ajuster (« le politique a tort »), soit des accrocs transitoires, qui finiront par être dépassés (la philosophie du « trickle down » pour utiliser l'expression anglaise qui traduit à la perfection cet optimisme de commande, lequel dispense de l'analyse critique du système).

Mais l'économicisme a toujours eu également son versant de gauche, et il y a toujours eu une lecture économiciste du marxisme lui-même. Je prétends que l'existence même de celui-ci démontre, comme Marx lui-même le disait que « l'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante dans la société ». Et j'ai, pour ma part, avec d'autres, rapporté l'aliénation économiciste – contenu essentiel de l'idéologie bourgeoise – à une réalité objective : l'autonomisation de la loi économique par rapport à son encadrement par le politique-idéologique, propre à tous les systèmes antérieurs. La version économiciste de gauche – marxisme vulgaire inclus – est néanmoins toujours réformiste dans le sens qu'elle appelle non à l'ajustement par soumission aux exigences de la gestion capitaliste au profit unilatéral du capital, mais à l'encadrement de la nécessité économique (le développement des forces productives) par des réformes y compris des réformes radicales modifiant les rapports sociaux (et singulièrement de propriété) permettant de mettre le progrès des forces productives au service des classes travailleuses. Aujourd'hui donc ces courants auront tendance à partager avec les opinions

dominantes l'idée que « la mondialisation est incontournable ». Dans les débats sur la construction européenne, le libéralisme sans frontières, on retrouve évidemment ces questions fondamentales.

Ce survol rapide des attitudes de la pensée sociale invite également, d'évidence, à comprendre pourquoi, face au défi du monde moderne, les réponses (« que faire ? ») seront divergentes, allant de la soumission à l'ajustement par la réforme au refus, révolutionnaire (prétendant aller dans le sens de l'histoire) ou réactionnaire (prétendant faire marcher en arrière la machine de l'histoire).

3. L'objet de ce travail n'est pas d'ouvrir le dossier de la pensée sociale dans toute son ampleur. Il est beaucoup plus modeste. Je me situerai donc d'emblée à gauche, au sens que je ne considère ni que le capitalisme constitue la fin de l'histoire, ni même qu'il soit capable de surmonter les contradictions qui le caractérisent spécifiquement (et dont j'essayerai de préciser la nature). Je tenterai alors de proposer une lecture du défi en question dans le cadre de ce paradigme fondamental. Je le ferai en m'appuyant sur une lecture du marxisme que je partage certes avec d'autres mais dont je reconnais qu'elle n'est certainement pas la seule, et que je ne chercherai même pas à légitimer ici. Mais je le ferai aussi en prenant tout à fait au sérieux des apports – qui me paraissent décisifs – de pensées qui ne se sont pas nécessairement inscrites dans la méthode marxiste, l'ont parfois été, mais se sont parfois situées hors du champ de la problématique marxiste. J'entends ici tout particulièrement les apports de Karl Polanyi, de Braudel et du courant du système de l'économie-monde.

II

Marx, Polanyi, Braudel et la question de la nature du capitalisme

1. J'aborderai la discussion des questions que j'ai posées plus haut en revenant sur les apports de l'analyse conduite dans le cadre du paradigme de l'économie-monde. Je pourrai ici être bref, m'étant exprimé sur ces sujets avec quelque détail dans mon article intitulé « Capitalisme et Système-monde » (1992). J'en rappelle donc seulement celles des conclusions qui sont nécessaires pour la suite de notre discussion.

(i) Le capitalisme est un système dont la spécificité, par opposition aux systèmes antérieurs, réside précisément dans la dominance de l'instance économique. La loi de la valeur n'y commande pas seulement la vie économique mais tous les aspects de la vie sociale (c'est le sens de l'aliénation marchande). Ce retournement qualitatif des rapports économie/politique et idéologie interdit, à mon avis, de projeter en arrière, avant le capitalisme, des lois qui seraient valables pour l'histoire moderne. Il y a une discontinuité historique qui interdit ce genre de généralisation. Le pouvoir commandait la richesse, c'est désormais la richesse qui commande le pouvoir.

(ii) Le capitalisme ne prend sa forme achevée qu'avec la constitution de la machino-facture au XIXe siècle (l'industrie moderne), base nécessaire pour que se déploie la loi de la valeur spécifique du mode de production capitaliste. De ce fait les trois siècles qui précèdent cette véritable révolution industrielle constituent une transition, qu'on a qualifiée à juste titre de mercantiliste.

(iii) La loi de la valeur doit être saisie au niveau le plus élevé de son abstraction, celui du mode de production capitaliste (lequel implique un marché intégré dans ses trois dimensions : marché des produits, du capital et du travail) et au niveau de l'abstraction qui définit le système capitaliste mondial (qui se déploie sur la base d'un marché intégré tronqué, réduit à ses deux premières dimensions). La distinction que je propose entre le concept de loi de la valeur et celui de loi de la

valeur mondialisée est essentielle, dans la méthode d'analyse que je propose, parce que seule la seconde explique pourquoi le capitalisme comme système mondial est par nature polarisant. La polarisation capitaliste moderne en question n'apparaît donc qu'à partir de la coupure de 1800 lorsque le capitalisme prend sa forme achevée ; à partir de là elle revêt des formes historiques successives, d'abord celle du contraste centres industrialisés/périphéries non industrialisées puis celle (en formation) du contraste fondé sur les « cinq monopoles » des centres (qui seront discutés plus loin). La polarisation centres/périphéries n'est ni synonyme du contraste métropoles/colonies, ni particulière à l'étape qualifiée d'impérialisme par le léninisme (définie par la constitution des monopoles au centre).

(iv) Les questions relatives à l'histoire du capitalisme, des péripéties de la phase de sa transition mercantiliste (1500-1800), des racines plus lointaines éventuelles de l'amorce de son apparition (avant 1500 en Europe et/ou ailleurs), des raisons pour lesquelles il s'est cristallisé en Europe (et pas plus tôt ou simultanément ailleurs), des phases de son expansion à partir de 1800, doivent être discutées, à mon avis, à la lumière des concepts définis dans les trois paragraphes précédents. Cette remarque méthodologique concerne tant la discussion des « cycles longs » que celle de la succession des éventuelles hégémonies et des rivalités et partant, des formes et contenus de l'inégalité (terme plus large que celui de polarisation que je réserve aux effets de la loi de la valeur mondialisée) entre les pays et les régions concernés par l'expansion progressive du système. Je propose à cet effet d'approfondir la connaissance des caractéristiques de ce que j'appelle la succession de phases de l'accumulation, en mettant l'accent sur la spécificité de chacune de ces phases, en évitant donc de généraliser trop vite pour retrouver des sortes de lois générales qui s'exprimeraient sur le mode de la répétition (le cycle au sens rigoureux du terme). Cette méthode exige d'emblée qu'on situe le débat sur son terrain véritable, qui implique l'analyse de l'articulation entre les différentes strates proposées par Braudel (voir plus loin), c'est-à-dire en reconstituant l'unité contradictoire de l'économique et du politique (ou, en d'autres termes, en refusant la vision economiciste – bourgeoise ou autre – qui suppose que l'économique agit seul, selon ses lois propres et que le politique s'y ajuste, ou le « reflète »). Déjà le concept même de loi de la valeur mondialisée, distinct de la loi de la valeur, impliquait cette appréhension totale du capitalisme puisque le caractère tronqué du marché mondial (par opposition au caractère complet des marchés nationaux) intègre le politique (les Etats, forts ou faibles, métropoles et colonies, définis par leurs logiques spéciales) et l'économique. Pour chacune des phases de l'accumulation repérée de la sorte on devrait se proposer l'objectif de définir les modes de sa (ou ses) régulation, aux échelles locales (nationales) et globale (mondiale). L'analyse de l'expansion, puis de l'épuisement de ces phases d'accumulation successives, de la crise des modes de leur régulation et de la cristallisation des conditions d'apparition d'une phase nouvelle d'accumulation, devrait alors permettre de situer exactement le fonctionnement des rivalités (compétitions économiques, suprématies politiques) et d'éventuelles hégémonies (terme dont je me méfie parce que trop vague) et par conséquent de comprendre a posteriori pourquoi et comment dans l'histoire réelle le capitalisme global s'est sans cesse construit, déconstruit et reconstruit. Sa flexibilité est, pour moi, synonyme de cette histoire. La Théorie est Histoire. La théorie n'est pas la découverte de lois historiques antérieures à l'histoire elle-même. La méthode, d'évidence, met alors en garde contre les tentations de généralisations trop rapides, qui s'expriment par des propositions concernant la succession de « cycles » (y compris de « cycles d'hégémonies ») donnant à celle-ci une régularité apparente à laquelle on ne parvient qu'en forçant la dynamique des évolutions réelles.

(v) . Le courant de pensée regroupé sous le nom collectif de « système-monde » ne propose pas – heureusement – une théorie exclusive de l'histoire du capitalisme, à laquelle il faudrait se rallier ou qu'on devrait rejeter intégralement. Les éléments fondamentaux du paradigme qui réunit des thèses

différentes produites dans ce cadre sont aussi les miens : d'une part l'accent mis sur l'interdépendance qui opère au niveau global (en contre point des visions dominantes qui regardent le système mondial comme constitué de formations nationales juxtaposées), d'autre part l'accent mis sur le caractère total du capitalisme (en contrepoint des visions dominantes qui privilégient son versant économique et subalternisent celui de sa politique). Accepter ces deux fondements de la méthode n'implique en aucune manière l'adhésion à une théorie du cycle. Les critiques que j'ai adressées à celle-ci (ou celles-ci plus exactement), fréquente au sein du courant de l'économie-monde, ont été suffisamment argumentées dans mon article auquel j'ai fait référence plus haut pour n'y pas revenir ici.

2. La contribution de Braudel à notre méthode d'analyse de l'expansion du « capitalisme historique » est reconnue de tous. Comme on le sait, Braudel définit trois strates de la réalité sociale : (i) à la base l'ensemble des structures élémentaires qui encadrent la « vie matérielle » au quotidien, en particulier l'organisation du travail et de la subsistance au sein de la famille ; (ii) au niveau médian le « marché », c'est-à-dire l'ensemble des structures au sein desquelles opèrent les échanges commandés par la division sociale du travail ; (iii) enfin au niveau supérieur le pouvoir, c'est-à-dire un « anti-marché » où opèrent les grands prédateurs dans la jungle de la politique locale et mondiale.

La formule, si concise soit-elle, permet de comprendre que Braudel refuse d'emblée l'économisme, qui se définit par sa fixation exclusive sur le niveau médian. Comme elle permet de saisir pourquoi Braudel refuse la synonymie commune « capitalisme = marché », qui domine la pensée vulgaire, particulièrement la mode dominante de nos jours. Pour Braudel au contraire l'existence du niveau supérieur définit la spécificité du capitalisme historique. Selon lui « l'économie de marché » (la division du travail et les échanges) est bien antérieure au capitalisme qui n'apparaît que lorsque se constitue précisément, au dessus du marché, cet anti-marché (pouvoir véritable) dont l'histoire façonnera à son tour celle du capitalisme.

Quels sont les outils conceptuels à partir desquels on pourrait tenter à la fois de préciser la nature des structures qui définissent chacune de ces strates et la dialectique de leurs rapports, conflictuels et complémentaires ?

Le partage académique des tâches a artificiellement créé des spécialisations propres à chacune des trois strates considérées. Sans trop caricaturer on peut dire que les sociologues s'occupent de la base, les économistes de la strate médiane, les politologues et les historiens de la strate supérieure. Cela dit il faut savoir aussi qu'avant Braudel tous les grands penseurs de la société se proposaient inmanquablement de transgresser ces clivages artificiels.

Par leur nature même les idéologies dominantes des mondes antérieurs au capitalisme, que j'ai proposé de qualifier d'idéologies tributaires fondées sur l'aliénation métaphysique, généralement religieuse dans leur expression (Cf. *L'eurocentrisme*), les ignoraient : leur discours avait à la fois la prétention d'expliquer l'histoire et la nature (fut-ce par les mythes de la création), et celle de formuler les règles du comportement nécessaire à tous les niveaux de la société, de la gestion familiale à celle des échanges et du pouvoir. Les intégrismes religieux contemporains ne font rien d'autre que prétendre restaurer cet ordre.

Pour ma part je prétends que cette page est tournée définitivement, précisément par le triomphe du capitalisme, substituant l'aliénation économiste à la métaphysique et par la même fondant la séparation des trois niveaux, et du coup l'autonomie de l'économique et sa dominance. C'est même là

la raison pour laquelle je considère la coupure de 1500 comme une transformation qualitative du système. La philosophie des Lumières, qui exprime cette vision nouvelle du monde, constitue le socle sur lequel a pu se constituer la « science économique » autonome ultérieure. Mais la philosophie des Lumières ne se résume pas dans cette économie, elle la transgresse et offre simultanément ce qu'elle croit être une science de la société, de la base aux sommets du pouvoir.

Cette philosophie des Lumières, comme la science économique dont elle a stimulé la constitution, n'ont pas été acceptées par tous les courants de la pensée sociale, même si celles-ci fournissent jusqu'à nos jours l'essentiel de la pensée dominante. Le projet de Marx, parti de la découverte (et de la dénonciation) de l'aliénation marchande (et donc du refus de considérer le capitalisme comme la fin de l'histoire), se proposait de construire un matérialisme historique dont le nom même traduit la préoccupation de transgresser l'économie et de rétablir l'unité des trois niveaux décrits ultérieurement par Braudel.

3. Cette observation nous permettra de situer chacun des livres du *Capital* dans la construction de ce projet. Le livre I parle essentiellement de la base – de l'aliénation marchande – . Mais il ne situe pas celle-ci hors du rapport de production fondamental qui définit le capitalisme. Au contraire il la situe au cœur de ce rapport d'exploitation du travail par le capital (et de destruction de la nature par le capital, un aspect largement méconnu des lecteurs de Marx et encore plus de ceux qui l'ignorent). Le livre II propose ensuite – et sur cette base – l'analyse de l'économie du système, c'est-à-dire l'économie du mode de production capitaliste (la loi de la valeur) saisi à son niveau d'abstraction le plus élevé. La dynamique de l'équilibre des productions des deux départements qui produisent les éléments matériels constitutifs de la domination du capital sur le travail et les éléments de la consommation matérielle qui permet la reproduction de la force de travail, constitue l'objet même du livre II. Mais le projet de Marx ne s'arrêtait pas là. Au-delà de cette économie, qu'on pourrait appeler « pure » – proposée en contrepoint de l'autre « économie pure », l'économie classique fondée sur la philosophie des Lumières, puis – après Marx en réponse à son projet – l'économie néo-classique, qualifiée de vulgaire à juste titre parce qu'elle ne questionne pas l'aliénation économique, Marx se proposait de hisser l'analyse au niveau supérieur – tel que Braudel le définit par la construction d'un appareil d'analyse du pouvoir et du système mondial.

L'œuvre de Marx est restée inachevée, et sans doute même – comme toute œuvre humaine – est-elle imparfaite. Je résumerai mes observations sur ces thèmes dans les quatre points suivants :

(i) Dans le livre I du *Capital* la préoccupation exclusive de découvrir les racines de l'exploitation capitaliste conduit Marx à séparer le système de l'échange (des produits, mais aussi de la vente de la force de travail) de ce qui se situe apparemment en dehors de lui – le système de satisfaction des besoins par la production de subsistance, et surtout celui de l'organisation de la famille. Cette dernière critique a été rappelée à juste titre par la découverte féministe des limites de Marx – homme du XIXe siècle. Cela étant le marxisme historique ne s'est pas royalement désintéressé du niveau élémentaire de la construction sociale, comme on le dit parfois trop facilement. Le livre I du *Capital* ne doit pas être lu dans l'ignorance des écrits philosophiques (mettant l'accent sur l'aliénation) de Marx et des marxistes ultérieurs (qui ont parfois tenté de prolonger le projet pour intégrer la science psychologique dans la construction sociale d'ensemble), ou dans celle des écrits traitant directement de la famille et des rapports hommes-femmes. Quoiqu'on puisse penser des conclusions tirées à l'époque par Engels (dans l'origine de la famille, reliée précisément à celle de la propriété privée et de l'Etat), cette initiative a ouvert la voie à une anthropologie marxiste qui a donné par la suite des résultats, partiels et discutables certes, mais importants. Je dirai donc qu'il n'est pas établi qu'une construction matérialiste

historique qui intègre mieux le niveau élémentaire en question soit impossible. Je dirai même que les efforts de la sociologie conventionnelle (Weber inclus) dans ce sens n'ont donné que des résultats encore plus partiels et discutables, comme il fallait s'y attendre. Parce que le préjugé antimarxiste les a conduit à vouloir analyser ce niveau sans retenir les exigences de son rapport à l'économique et au pouvoir. Mais je ne dirai pas non plus que nous disposons d'un corpus de thèses établies (fut-ce provisoirement) fondées sur la méthode du matérialisme historique qui nous permettait soit d'être satisfaits, soit de conclure que le matérialisme historique est déjà dépassé. Il faudra encore développer beaucoup les travaux sur des terrains avant d'être parvenu aux limites des capacités potentielles du matérialisme historique.

(ii) Les rapports société-nature n'ont pas été ignorés par Marx. Mais ils n'ont pas été traités suffisamment systématiquement, mais seulement « au passage », notamment par Marx dans le *Capital* (où les allusions et références à la destruction de la base naturelle sur laquelle l'expansion du capital se fonde ne manquent pas), et dans des écrits ultérieurs du marxisme. La encore il faut aller plus loin, stimulés comme nous devrions l'être par le défi écologiste, même si jusqu'ici l'apport des analyses développées par ce courant de pensée reste mince. Mais il faut reconnaître aussi qu'en fait le marxisme historique a largement gommé cette problématique particulière.

(iii) Les rapports concernant le pouvoir et donc l'intégration du niveau supérieur tel que Braudel le définit à la construction d'ensemble constituant, à mon avis, le domaine le plus mal connu jusqu'ici. Je l'ai déjà dit (Cf. *L'eurocentrisme*). Certes des constructions importantes à ce sujet existent, qui ne doivent pas être négligées, ni celles de Marx et d'Engels (dans leurs écrits politiques), ni celles des marxistes (notamment dans les théories de l'impérialisme, de Lénine, Boukharine et autres), ni celle de Braudel (concernant la transition mercantiliste). Il reste qu'à mon avis des questions fondamentales restent sans réponse jusqu'à ce jour, celles que j'ai qualifiées de questions relatives aux aliénations propres au pouvoir. Comme, même en ce qui concerne l'époque moderne du capitalisme (de la transition mercantiliste et du capitalisme achevé), les questions relatives à l'articulation pouvoir politique – pouvoir économique et financier constituent l'un des domaines les plus faiblement argumentés. Il existe bien sûr de grandes thèses à ce sujet. Les thèses anti-marxistes partent généralement de l'hypothèse d'une quasi-indépendance de l'instance politique et parfois de sa suprématie (pendant nécessaire de l'économisme). Je ne les discuterai pas. D'autres thèses, marxistes ou non, ont, à l'opposé, réduit le politique au reflet des exigences de l'économique. La thèse de la domination de l'Etat et de l'économie par le capital financier au stade des monopoles et de l'impérialisme se situe dans cet éventail. Bien entendu on a fait observer l'existence de variantes correspondant aux spécificités des différents pays concernés – l'opposition bien connue entre la forme allemande analysée par Hilferding et la forme britannique qui a inspiré Hobson –, ce qui n'a pas empêché parfois les généralisations abusives (auxquelles Lénine n'est pas étranger). D'autres thèses concernent plus spécifiquement les rapports pouvoirs – « haute finance » des époques mercantilistes. Les travaux de Braudel et ceux qu'il a inspiré dans l'école de l'économie monde (notamment le dernier ouvrage de Giovanni Arrighi, *The Long XX th Century*) fournissent également sur ce terrain des propositions d'une grande importance théorique. Je reviendrai sur ces débats qui tournent autour du rapport entre le pouvoir économique capitaliste dominant et la dimension « territorialiste » du capitalisme (l'expansion politique), parce qu'ils sont essentiels pour le sujet qui nous occupe ici, celui de la nature du système mondial. Mais je reste méfiant à l'égard de propositions trop générales avancées par les uns ou les autres – comme la thèse léniniste de l'impérialisme, de surcroît simplifiée ultérieurement, ou la thèse du caractère profondément non territorialiste des hégémonies capitalistes,

qui inspire Braudel et Arrighi – parce que je crois que la connaissance des articulations politique/économique est encore balbutiante.

(iv) La faiblesse majeure dans l'œuvre de Marx et dans le marxisme historique subséquent concerne le rapport mode de production capitaliste – mondialisation capitaliste. Or cette faiblesse concerne directement notre sujet et constitue aussi la dimension la plus forte des défis réels auxquels les sociétés du monde moderne sont confrontées. C'est donc la question politique majeure. La thèse que j'ai développée sur ce sujet (Cf. *Itinéraire intellectuel*) est que Marx lui-même puis surtout le marxisme historique ont conçu la mondialisation comme à peu près synonyme de l'expansion mondiale du mode de production capitaliste. La perspective d'une homogénéisation progressive du monde que cette réduction implique excluait d'emblée une appréhension correcte des raisons de la polarisation produite par l'expansion mondiale du capitalisme. Cette vision n'a été que partiellement corrigée par Lénine dont la thèse – la révolution commence par la périphérie mais s'étend rapidement au centre – témoigne de l'erreur. Le contraste centre/périphérie n'a jamais pu, dans ces conditions, être pleinement perçu avec toute la puissance théorique que ce défi impose, et, de ce fait, est confondu – ou réduit – par exemple au contraste métropoles/colonies. Cette faiblesse du marxisme historique ne pouvait qu'entraîner des conséquences tragiques dont la moindre n'est pas l'impasse dans laquelle s'est enfermée la révolution russe. Il reste que le marxisme historique partage cette bévue majeure avec tous les courants politiques de la gauche – social démocratie et démocratie bourgeoise – et rejoins sur ce plan la pensée bourgeoise vulgaire qui n'a jamais été capable de traiter de l'inégalité autrement que comme expression du « retard ». Ma conclusion est donc que le marxisme historique et la gauche en général sont mal équipés pour faire face au défi de la mondialisation. C'est leur talon d'Achille. Et c'est comme on le verra, le cœur du défi auquel les sociétés modernes sont confrontées.

4. Certaines contributions importantes, prolongeant les outils d'analyse produits par le marxisme, ont peut être corrigé ou amorcé la correction des insuffisances du marxisme historique identifiées ici.

Si je situe au premier rang de ces contributions celle de Karl Polanyi (*la Grande Transformation*, 1944), c'est parce qu'elle se place parmi les rares tentatives de prendre en compte sérieusement la dimension mondiale du capitalisme. La thèse de Polanyi est, comme on le sait, fondée sur le rejet de l'idée que le marché pourrait être autorégulateur. Elle s'attaque par là même au fondement de l'économisme bourgeois, triomphant de nos jours plus que jamais. Polanyi démontre que la « marchandisation » de la force de travail, de la nature et de la monnaie ne peuvent créer que le chaos et l'insupportable socialement. Cette utopie poursuivie par le capital chaque fois que la conjoncture politique le lui permet n'est jamais parvenue, pour cette raison, à s'imposer durablement. Je renvoie ici à ce que j'ai écrit sur ce sujet dans « *La gestion capitaliste de la crise* ».

Les trois thèmes pris en compte par Polanyi sont déjà dans Marx, tout particulièrement l'aliénation du travail sur laquelle je ne reviendrai pas. Polanyi explicite, sur le thème de la nature, ce qui n'était pas suffisamment systématiquement développé chez Marx (et encore moins dans le marxisme historique). La question de la monnaie avait par contre fait l'objet de longs développements dans le livre III, à propos du crédit, des crises, et des échanges internationaux, et, à travers ces analyses, Marx avait proposé une problématique du rapport monnaie/pouvoir et une réflexion sur le fétichisme monétaire.

Sur ce dernier plan Marx était allé très loin. Il avait démontré comment le cycle de l'argent pouvait se « libérer » en apparence du passage forcé par la production, en opposant le cycle productif A-P-A' dans lequel le capital argent s'immobilise un moment dans la production capitaliste c'est-à-dire l'exploitation du travail créateur de la plus value, au cycle de l'argent-usurier-rentier A-A', à travers

lequel s'exprime la forme suprême du fétichisme de l'argent. On aura l'occasion de revenir sur ce point, essentiel à mon avis pour analyser la nature de la crise contemporaine et les moyens de sa gestion.

Concernant le rapport argent-pouvoir, Marx fournit également l'équipement conceptuel qui permet de saisir comment l'argent – symbole d'un pouvoir d'achat – devient symbole du pouvoir tout court. La monnaie ne peut donc être traitée comme une marchandise quelconque, comme le propose l'économisme vulgaire dans ses versions les plus misérables, comme celles qui dominent de nos jours (l'école dite monétariste, le libéralisme tel qu'il est compris etc.). J'avais donc tenté de mon côté de proposer une analyse du rapport monnaie-pouvoir plaçant l'accent sur la gestion nécessaire de la monnaie et du crédit par l'Etat, agissant ici comme le capitaliste collectif transgressant les conflits qui opèrent sur le marché, et explicité dans ce cadre les fonctions de cette gestion dans la régulation concurrentielle du XIXe siècle, la régulation monopolistique et fordiste du XXe siècle et la régulation considérée dans sa dimension mondiale (Cf. *Itinéraire intellectuel*).

Ce que Polanyi nous a offert ici, c'est un tableau magistral des développements de l'utopie libérale de la fin du XIXe siècle à la catastrophe finale à laquelle elle conduisait - le fascisme et la seconde guerre mondiale – en reliant les dimensions nationales du fonctionnement destructeur (et non autorégulateur) des marchés du travail, de la terre et de la monnaie à leur dimension mondiale. En dessinant les lignes de force des positions prises en contrepoint par les sociétés au sortir du désastre, Polanyi nous a fourni les moyens permettant de comprendre comment le miracle de la croissance de l'après guerre a pu fonctionner : les limites imposées à la marchandisation du travail par le compromis historique social démocrate capital-travail, la régulation de la monnaie par l'Etat aux échelles nationales et par les institutions de Bretton Woods au niveau international. J'ai pour ma part produit une lecture de cet après guerre en fin de parcours qui complète l'amorce proposée par Polanyi quarante ans plus tôt, à la veille de son démarrage, remplaçant ce que j'ai appelé les trois piliers du système mondial (le compromis historique social démocrate, le soviétisme, le projet national bourgeois de Bandoung) dans ce cadre. Cette lecture doit donc beaucoup à la méthode proposée par Polanyi. Certes le succès de ce modèle de l'après guerre, aux échelles nationales et à celle du système mondial, avait ses limites. Entre autre parce que rien n'a été fait dans son cadre pour limiter les ravages de la marchandisation de la nature, en dépit de l'alarme dont Polanyi avait tiré la sonnette. Ce n'est donc pas par hasard si la question de l'environnement a, dans ces conditions, éclaté comme une bombe à retardement vers la fin de la période. On aurait dû s'y attendre.

Cette phase de l'expansion de l'après guerre est aujourd'hui épuisée, avec l'effondrement des trois piliers sur lesquels elle reposait. Le retour de manivelle en force de l'utopie libérale (la triple marchandisation en question opérant librement à l'échelle mondiale, la prétention de légitimer ces politiques par le caractère autorégulateur attribué au marché) ne devrait donc pas surprendre. Mais elle n'est pas par elle-même capable de définir une nouvelle phase d'expansion capitaliste, elle n'en est que la gestion de la crise (titre même de mon livre récent) sur laquelle on reviendra. Malheureusement, comme je l'ai dit, la gauche et marxisme historique sont mal équipés pour relever le défi. D'autant plus que dans l'après guerre la sclérose du marxisme dogmatique nous avait privé des moyens de comprendre véritablement les mécanismes, les contradictions et les limites des trois modèles considérés (social démocrate, soviétiste, du tiers monde nationaliste), substituant dans ce domaine un discours idéologique simplifié et manipulé à l'analyse sérieuse.

Je reviens alors maintenant à Braudel dont on pourra peut être apprécier la contribution au regard de ce qui a été rappelé concernant le marxisme.

Très certainement la lecture de l'œuvre magnifique de Braudel est toujours gratifiante. Je connais peu de lectures qui procurent autant de plaisir que celles qui concernent « la vie matérielle », c'est-à-dire la description précise de la strate de base de la construction sociale. Il reste que la présentation généreuse de Braudel n'articule pas les systèmes de la vie matérielle à ceux qui commandent les niveaux supérieurs de l'organisation sociale, peut être parce que, soucieux de ne pas céder à la tentation marxiste, Braudel a voulu ignorer les concepts de rapports de reproduction et la théorie de l'aliénation. A la décharge de Braudel on peut faire observer que ses travaux portent sur la période mercantiliste, c'est-à-dire avant que ne se cristallise le rapport d'exploitation propre au capitalisme achevé.

L'analyse des caractères propres à la strate médiane – celle des échanges – contribue également, à mon avis, à une meilleure compréhension de la transition mercantiliste – à laquelle Braudel consacre ses travaux – plus qu'à celle du capitalisme industriel. Analyser ce système comme un système d'échanges est largement suffisant tant que – comme il en était pour la période 1500-1800 (ou 1350-1800) – dominant le capital marchand et les formes de l'exploitation du travail artisanal et manufacturier qui leur sont associées. Je persiste à penser que cette analyse est insuffisante pour la suite de l'histoire. Ce n'est pas seulement que le domaine des échanges prend à partir de 1800 une ampleur inconnue jusqu'à la révolution industrielle (les échanges antérieurs ne peuvent concerner qu'une fraction limitée de la production et de la force de travail). C'est aussi et surtout qu'ils sont désormais soumis à la dominance du capital industriel et à la subordination du capital marchand. Ce n'est donc pas un hasard si Braudel ignore la loi de la valeur, une faiblesse que malheureusement après lui beaucoup d'auteurs de l'école du système monde perpétuent (Arrighi lui-même ignore dans son dernier livre superbe et la loi de la valeur en général et la loi de la valeur mondialisée). Ce n'est donc pas un hasard non plus si ces auteurs dévalorisent systématiquement le concept de révolution industrielle. La question n'est pas ici, à mon avis de savoir, si cette révolution a été aussi rapide qu'on l'a parfois dit ou non, si elle a été mise en œuvre par l'effet du jeu de « facteurs internes » ou si l'asymétrie des positions définies par le contraste centres/périphéries propre à l'étape mercantiliste a été motrice dans le changement (ces débats ont, à mon avis, leur valeur et intérêt propres). Elle est tout simplement de savoir si oui ou non l'industrie nouvelle représente un saut qualitatif dans l'organisation profonde du système. Convaincu sur ce dernier point de vue qu'il en est ainsi, j'en tire deux conséquences à mon avis majeures. La première est que le système centres/périphéries propre au capitalisme achevé (après 1800) est différent dans sa nature même de celui qui caractérise la transition mercantiliste. La seconde est que voir ce niveau médian après 1800 comme « un système d'échanges » aplatit l'analyse, l'appauvrit et la réduit, qu'on le veuille ou non, à la vision bourgeoise conventionnelle du « monde vu comme un marché »

La contribution majeure de Braudel pour la compréhension de ce qu'est le capitalisme vient donc de l'accent qu'il place sur le troisième niveau de la réalité : « l'anti marché » - le pouvoir – dont l'existence même comme telle est exclue de la pensée sociale économiciste dominante qui refuse de considérer son caractère décisif dans la définition propre du capitalisme. Sans doute personne n'est censé ignorer que la politique et l'Etat existent. Mais « le monde vu comme un marché » implique un concept d'Etat bien différent de celui dont l'histoire réelle nous enseigne l'existence. J'ai fait une incursion dans ce domaine en reprenant la thèse de Walras, le plus pur des économicistes, prenant au sérieux l'aspiration à construire le monde comme un marché (Cf. *Itinéraire intellectuel*). Walras démontre alors que la loi du marché ne pourrait s'imposer comme une force autorégulatrice donnant des résultats optimaux qu'à la condition que soit abrogée la propriété privée, et que l'Etat – s'y substituant – mette systématiquement aux enchères la disponibilité du capital. Cette perspective d'un « capitalisme sans capitalistes », forme suprême de l'aliénation économiciste, a été, dans mon

interprétation de l'histoire soviétique, le guide de la stratégie qualifiée improprement de construction du socialisme. Le socialisme mondial serait alors aussi, dans cette perspective, un marché mondial parfaitement intégré dans toutes ses dimensions, abolissant les Etats pour leur substituer un Etat mondial gérant ce marché parfait. Bien entendu cette vision et ce programme non seulement sont parfaitement utopiques au sens plat du terme, mais encore ignorent superbement la réalité et la théorie de l'aliénation. Ni Marx, ni Braudel ne conçoivent le rapport économie/pouvoir de cette manière.

On peut donc revenir à Braudel qui nous propose une explication lumineuse de la naissance du pouvoir capitaliste, non comme le produit spontané du marché, mais au contraire en dehors et au dessus des contraintes qu'il impose. Braudel qualifie la transformation qualitative qui se cristallise en Europe à la fin du Moyen Age de passage d'un pouvoir émietté et éclaté en un pouvoir concentré, dont les villes italiennes d'abord, les Provinces Unies au XVIIe siècle, l'Angleterre à partir de 1688 constituent les modèles successifs. C'est cette transformation qui signale l'apparition du capitalisme et le définit, non l'existence d'échanges marchands qui lui est bien antérieure. Cette thèse rejoint, comme on le voit, la mienne (Cf. *L'Eurocentrisme*) : je situe en effet la spécificité de la forme féodale européenne du mode tributaire dans ce caractère émietté du pouvoir par opposition à sa forme concentrée qui caractérise les modes tributaires ailleurs (en Chine par exemple) et définis par cette différence le contraste formes périphériques/formes centrales du mode tributaire. Je situe dans ce contraste les raisons du succès du passage rapide au capitalisme en Europe (tributaire périphérique) par opposition aux avortements successifs d'une évolution comparable ailleurs (dans les formes tributaires centrales). En Europe la concentration du pouvoir coïncide en effet avec l'acquisition par celui-ci d'un contenu capitaliste, alors qu'elle le précède ailleurs. Les villes italiennes et les Provinces Unies, gouvernées par de véritables conseils d'administration de leurs grands capitalistes, plus tard les Etats mercantilistes (l'Angleterre et la France en particulier) n'ont pas leurs semblables ailleurs. La formation et le triomphe du capitalisme ne sont donc pas le produit d'une évolution linéaire de l'expansion des marchés mais celui d'une interaction entre celle-ci et des facteurs internes spécifiques et propres à la forme périphérique du mode tributaire en Europe. En ce sens alors la transition mercantiliste (1500-1800) apparaît bien, a posteriori comme une transition au capitalisme achevé et, de ce fait, mérite à son tour d'être qualifiée de capitaliste. Je rejoins ici le point de vue du courant du système-monde qui qualifie de capitaliste toute l'histoire moderne, à partir de 1500. Cette adhésion n'implique pas qu'on gomme l'importance de la transformation qualitative que permet l'industrie moderne à partir de 1800.

III

Les enjeux de la mondialisation dans l'histoire : Empire, hégémonies, financiarisation

1. La discussion de l'outillage conceptuel disponible proposée dans la section précédente devrait nous aider à clarifier la question centrale – qu'est-ce que la mondialisation ? Quels sont ses enjeux ? Quels sont les défis auxquels les sociétés sont confrontées de par son fait ? Ou tout au moins devrait nous aider à préciser d'une part les thèses acquises à ce sujet (relativement et provisoirement bien sûr, comme toujours) et les questions qui restent pratiquement sans réponse convaincante, au point que des hypothèses les plus contradictoires sont avancées ici (il s'agit donc d'hypothèses et non de thèses reposant sur un socle paradigmatique et conceptuel satisfaisant pour rendre compte des faits).

Le terme de mondialisation (ou globalisation, par traduction littérale de l'anglais) est, comme cela est souvent le cas dans les sciences sociales, utilisé dans des acceptions très différentes. Selon les points de vue on entendra donc par mondialisation la formation d'un marché mondial des biens et des

capitiaux, le caractère universel des technologies compétitives, la progression en direction de la constitution d'un système productif mondial, le poids politique que le système mondial exerce dans la compétition pour les hégémonies globales ou régionales, l'aspect culturel de l'universalisation etc. On retient donc des définitions plus ou moins larges, plus ou moins exigeantes. De ce fait les théories concernant la nature plus ou moins contraignante de la mondialisation en question, de sa stabilité (ou de son instabilité), de sa progression, continue ou saccadée et des phases éventuelles dont elle se constitue, varient selon les définitions conceptuelles retenues.

La dérégulation, qui est tout de même une politique voulue et consciemment mise en œuvre et non un fait naturel qui s'impose par lui-même, permet aux stratégies des grandes firmes d'échapper aux contraintes que pourraient représenter les politiques d'Etat, en son absence. Cependant les faits montrent que ces stratégies indépendantes des firmes privées ne constituent pas un ensemble cohérent garantissant la stabilité d'un nouvel ordre. Elles engendrent au contraire le chaos et révèlent par là même la vulnérabilité de cette mondialisation qui sera de ce fait probablement remise en question.

Dans son acception la plus large la mondialisation fait référence à l'existence de relations entre les différentes régions du monde et à l'influence réciproque que les sociétés exercent les unes sur les autres de ce fait. Dans cette acception j'ai moi-même proposé un schéma descriptif de « l'ancien système monde », celui de l'époque tributaire – de 500-300 Avant J.C. à 1500 AD – mettant en rapport les trois centres tributaires majeurs durant ces deux millénaires (la Chine, l'Inde, le Moyen Orient) et les périphéries (l'Europe, l'Afrique, l'Asie du Sud-est, la Corée, le Japon), en définissant les concepts spécifiques de centres et de périphéries propres à ce passé ante-capitaliste. Ces concepts sont définis dans la sphère dominante de l'organisation du pouvoir et non de l'économie comme il en est dans le capitalisme (on évite donc la projection en arrière des concepts propres au capitalisme, malheureusement fréquente chez certains théoriciens des systèmes-mondes). L'analyse que j'ai proposée de ce système ancien (Cf. *The Ancient World Systems versus The Modern Capitalist World System*) me conduisait à une conclusion qui me paraît importante à signaler ici : à savoir que l'ancien système n'était pas polarisant par nature, mais au contraire favorisait les « rattrapages » (de retards historiques) dont celui de l'Europe, se hissant en un temps historique bref de positions périphériques à celle du centre nouveau (à travers le passage du féodalisme aux monarchies absolues) en transition vers le capitalisme, devenant de ce fait le centre (au singulier) à l'échelle mondiale, pour la première fois dans l'histoire.

Arrighi illustre ce caractère non polarisant du système ancien par l'analyse qu'il en propose du comportement, d'apparence curieuse, de la Chine des Ming qui, tout à fait capable d'exercer la maîtrise des mers, s'en abstient. La Chine est alors plus avancée que l'Europe, n'a donc rien à lui acheter et de ce fait ne se préoccupe pas de contrôler la route maritime vers l'Occident. Elle laisse donc les Européens – Portugais et Hollandais, puis Anglais et Français – établir leur contrôle sur la route maritime vers l'Est (pour eux), ce qui les aidera à rattraper leur retard.

Le système mercantiliste que les Européens mettent en place à partir de la conquête de l'Amérique et de son façonnement comme périphérie de type nouveau, soumise à la logique économique dominante de l'accumulation du capital, est d'un type qualitativement nouveau et différent. Le nouveau système mondial mercantiliste s'érige sur les ruines de l'ancien système qu'il détruit méthodiquement, réorganisent les flux d'échanges au bénéfice du centre européen en construction. Dans ce sens évidemment 1500 signale un tournant historique majeur. Lu a posteriori, à partir de notre angle de vision moderne, la période mercantiliste (1500-1800) apparaît comme un moment de transition au capitalisme, si on définit la forme achevée de celui-ci à partir du moment où se constitue l'industrie

moderne, où le capital industriel impose la logique de son accumulation au capital marchand antérieur. Bien entendu, s'il en a été ainsi, c'est bien parce que les formes de la mondialisation mise en place par le mercantilisme se sont articulées d'une manière particulière sur des facteurs internes de la transformation, propres à l'Europe (que j'ai proposé d'analyser en termes d'hégémonie bourgeoise opérant dans le cadre de l'organisation du pouvoir des monarchies absolues) différente des hégémonies tributaires achevées. Dans ce sens aussi, 1800 signale un second tournant historique majeur. A la différence du système mondial tributaire, non polarisant par nature, le système mercantiliste est au contraire fondé sur la construction d'une polarisation de type nouveau.

Celle-ci prendra sa figure achevée à son tour à partir de 1800, dans le cadre du système mondial du capitalisme achevé (industriel). En 1800 les différences de niveaux de développement des principales différentes grandes régions du monde étaient encore peu marquées, comme l'a établi Paul Bairoch. Les écarts se sont creusés au cours du siècle et demi 1800-1950, dans le cadre de la nouvelle polarisation capitaliste, dans laquelle l'opposition centres-périphéries était pratiquement synonyme de pays industrialisés/pays non entrés dans la révolution industrielle, au point d'être devenus d'apparence insurmontables. Cette mondialisation nouvelle et – l'histoire l'a prouvé – polarisante, ne répond certainement pas à un schéma simple, passe partout, valable pour toute cette longue période et pour toutes les régions concernées. Les fonctions diverses des différentes périphéries – à conjuguer toujours au pluriel – le dialectique contraintes extérieures/réponses internes, les stratégies propres aux différentes métropoles en concurrence inégale, les phases du développement capitaliste au centre lui-même (et notamment le passage de la concurrence aux oligopoles vers 1880), l'évolution des systèmes de la régulation de l'accumulation (la régulation concurrentielle, celle du compromis historique capital-travail et de la gestion keynésienne etc.) dans les centres et à l'échelle mondiale, invitent à repérer des phases distinctes dans la longue période 1800-1950, et des modèles centres-périphéries présentant des particularités significatives. Mais au-delà de toutes ces spécificités, la loi de l'accumulation à l'échelle mondiale – que j'ai cru utile de formuler dans les termes d'une loi de la valeur mondialisée spécifiant le fonctionnement de la loi de la valeur à l'échelle du système global – devait engendrer la polarisation par sa dynamique propre. J'ai attribué ce caractère polarisant de cette loi au fait qu'elle opère dans un marché bidimensionnel (marché des produits et du capital, tendant à être intégré à l'échelle globale) tronqué par comparaison au marché intégré tridimensionnel (intégrant également le marché de la force de travail), propre aux constructions nationales bourgeoises historiques et fondement de la loi de la valeur.

Je ne reviens pas ici sur ce point central dans mon analyse. J'aborderai par ailleurs dans la section suivante les questions relatives à la mondialisation après la seconde guerre mondiale et à ses perspectives contemporaines. Je discuterai ici des questions relatives à l'interprétation de la mondialisation « moderne » (mercantiliste et industrielle) : questions relatives aux cycles, aux hégémonies, au territorialisme éventuel associé à l'expansion capitaliste, à la « financiarisation » du capital.

2. Je me suis exprimé ailleurs avec suffisamment de détail concernant mon point de vue pour ne pas revenir ici sur la question des « cycles ». Il y a dans l'histoire des dates tournants majeurs (pour moi 1500, 1800 en sont) ; il y a entre ces tournants d'autres dates sans doute qui permettent d'identifier des sous phases particulières (pour moi 1880 et 1920 en sont par exemple, 1945 – ou 1950 – et 1980 ou 1990 également, peut être d'un statut différent de coupures majeures). Mais cela n'implique en aucune manière l'adhésion à une théorie du cycle long. Encore moins de chercher à repérer des « récurrences » transcendant chacune des grandes phases définies, proposant une philosophie de l'histoire où la répétition – fut-ce sur un trend ascendant – prend le pas sur

l'identification des transformations qualitatives. La projection en arrière – par exemple de ce qui est nouveau avec le capitalisme industriel (la tendance inhérente à la surproduction et les crises par lesquelles elle se manifeste) à la période mercantiliste antérieure, ou de ce qui est nouveau avec le capitalisme (l'hégémonie du marché et de l'économisme) aux périodes antérieures (tributaires, commandées par d'autres lois organisatrices du rapport pouvoir-économie) – m'est toujours apparu comme un dérapage aplatissant l'histoire réelle. Une adhésion à l'idée d'un système monde ne l'exige pas. En place et lieu de ces propositions de théories du cycle j'ai cru plus fécond de centrer l'objectif des analyses sur l'identification de « phases de l'accumulation ». Cela permet à la fois de respecter les spécificités de l'économie de chaque phase (éviter de confondre rapports marchands et rapports propres au capitalisme industriel etc.) et de relier l'économie en question et le politique (mode d'opération du pouvoir, blocs sociaux hégémoniques etc.). On reviendra sur cette relation essentielle.

3. Je ne reviendrai pas davantage sur la question des hégémonies et la théorie des hégémonies successives (villes italiennes, Pays Bas, Grande Bretagne, Etats Unis) avancée par certains. Je garde toutes mes réserves à l'endroit de la méthodologie qui commande ces théories.

L'hégémonie m'est apparue dans l'histoire l'exception et non la règle. Parler de l'hégémonie des villes italiennes ou des Pays Bas, quelque brillantes aient pu être les sociétés en question, c'est à mon sens employer le terme dans un sens vague qui fait fi des réalités commandant l'insertion de ces pays dans les systèmes (régional et en partie mondial) de l'époque. L'hégémonie britannique elle-même, que je ne situe pas avant la révolution industrielle, se déploie grâce à la conjonction exceptionnelle du monopole de la technologie industrielle nouvelle (érodé à partir de la seconde moitié du XIXe siècle), du pouvoir financier de Londres (qui se prolonge jusqu'en 1930), d'un empire colonial énorme, peut être le seul digne de ce nom, associant des colonies d'exploitation (l'Inde) et des colonies de peuplement antérieures ou postérieures à la période concernée (dont la moindre n'est pas les futurs Etats Unis, assurant par la suite l'extraordinaire domination mondiale de la langue anglaise). Cependant, en dépit du caractère phénoménal de cette hégémonie, celle-ci avait des limites considérables. Elle n'opérait que partiellement sur le continent américain indépendant, sur la Chine, le Japon et l'Empire Ottoman etc. Elle était contrainte de faire – faute d'une hégémonie militaire (sauf navale) – avec l'équilibre européen, un équilibre entre des nations fortes (Allemagne, France, Russie), limitant entre autre l'hégémonisme culturel anglais (qui ne se déploiera qu'avec celle des Etats Unis) comme son hégémonisme politique, de ce fait incapable d'éviter la montée des nouveaux impérialismes concurrents (Allemagne, Japon, Etats Unis, France).

Le modèle de l'hégémonisme britannique a néanmoins inspiré ses concurrents, notamment dans sa dimension coloniale (où seule la France, les Pays Bas et la Belgique sont parvenus à quelques résultats, fort modestes comparativement). D'autres n'ont pas pu le faire (Allemagne), ou disposaient d'une alternative (l'expansion continentale pour les Etats Unis, à comparer à celle de la Russie).

Il reste aussi que dans deux domaines décisifs – la compétitivité industrielle et le pouvoir militaire – la Grande Bretagne a été vite distancée par ses concurrents. Elle a conservé néanmoins longtemps un avantage financier sur la portée duquel on reviendra.

L'hégémonie des Etats Unis procède, après la seconde guerre mondiale, d'une conjonction différente de facteurs de puissance. Ici la formidable avance industrielle s'est avérée largement le produit de circonstances passagères (l'état du monde en 1945) et a été érodée rapidement par le redressement européen et japonais. L'avantage financier par contre, comme pour le cas de la Grande Bretagne, paraît se prolonger au-delà du déclin relatif de la compétitivité industrielle. Et si les Etats Unis n'ont

pas rompu avec leur tradition dite « anticoloniale » (leur faible propension à la conquête coloniale), c'est parce que leur puissance militaire absolue, sans commune mesure avec ce qu'il en avait été des puissances militaires antérieures, un moment seulement (de 1945 à 1990) limitée par la seule autre superpuissance de cet ordre, aujourd'hui en lambeaux, les en a libéré. C'est aussi par son rayonnement propre que les Etats Unis ont fait de la langue anglaise ce qu'elle est aujourd'hui, ce qu'elle n'était pas et ne pouvait être au XIXe siècle.

4. Ce que l'on a parfois appelé le « territorialisme », c'est-à-dire la propension à étendre la zone commandée par un centre politique unique, entretient avec l'expansion capitaliste des rapports tout à fait complexes. La question interpelle aussi celle qui concerne d'une manière plus générale le rapport politique/économique propre au capitalisme.

Deux positions extrêmes sur la question du territorialisme me paraissent stériles.

La première est celle qui voit dans le capitalisme un système par nature « territorialement désincarné ». Quelle que soit l'élégance de cette définition du capitalisme qui, il est vrai, implique toujours des relations extérieures économiques entre autres – sortant du cadre de l'Etat (petit ou grand), importantes par leur effet sur « l'intérieur », à un degré jamais vu dans les époques antérieures, elle n'en demeure pas moins trompeuse. Le capitalisme réellement existant a géré le rapport espace de sa reproduction économique/espace de sa gestion politique d'une manière qui ne peut être saisie si on gomme de sa nature la question du territorialisme. Les villes italiennes, certes, rayonnaient loin au-delà de leurs frontières, les Provinces Unies étaient un petit grand pays. Il existe toujours des Etats modernes de taille diverse et les petits ne se portent pas nécessairement plus mal que les grands dans leur insertion mondiale. Certains micro Etats (Luxembourg, Lichtenstein, Bahamas, Emirats pétroliers, Singapour) ont trouvé des créneaux juteux dans cette insertion. Les Etats Unis et la Russie sont des Etats continents sans colonies extérieures (l'Empire russe et l'Union Soviétique sont multinationaux et non coloniaux). Mais à l'inverse l'insertion mondiale de la Grande Bretagne ne peut être comprises sans son empire colonial, ni même celle de la France entre 1880 et 1960 (depuis la France a choisi d'opérer son insertion mondiale à travers la construction européenne et non plus sa zone d'influence néocoloniale). Pourquoi ces différences ?

La variété des situations – dans l'espace et le temps – interdit donc de faire l'équation centres/périphéries – métropoles/colonies. Malheureusement cette équation est populaire, et a été populaire entre autre par une simplification outrancière des thèses Hobson-Hilferding-Lénine concernant l'impérialisme moderne.

La mode est aujourd'hui au gommage de toutes ces spécificités – pourtant majeures à mon avis. On parle ainsi, à tort et à travers à mon sens, des « Empires », en mélangeant pêle-mêle l'Empire romain, le byzantin, le khalifal et l'ottoman, le chinois, l'austro-hongrois, le russe, le britannique ou le français. Or il s'agit de formations non seulement totalement différentes dans leurs structures internes, mais encore dans leur mode d'insertion dans la mondialisation. L'oppression n'est certainement pas un phénomène nouveau dans l'histoire, ni même ce qu'on peut appeler les oppressions racistes, ethniques, culturelles, ou nationales. Mais l'exploitation capitaliste et la polarisation centres/périphéries, sa forme coloniale éventuelle, sont des réalités particulières à l'époque moderne et à des formes particulières d'insertion dans la mondialisation. Encore une fois l'Empire russe (puis soviétique) peut bien avoir été une prison des peuples. Il n'était pas un Empire colonial organisé comme le fût le britannique. Dans l'Empire soviétique les transferts économiques se font du « centre » russe vers les « périphéries »

asiatiques, à l'opposé de ce qu'ils étaient dans l'Empire britannique (Cf. S. Amin, *L'ethnie à l'assaut des nations*).

Le rapport du capitalisme au territorialisme en question interpelle la question du pouvoir dans le capitalisme. Ici aussi la thèse simplificatrice, que le pouvoir est celui du capital point final, même si elle révèle un noyau de vérité utile à reconnaître, n'aide pas beaucoup à comprendre la variété des situations. Je reviens ici sur ce qui a été dit plus haut concernant la description braudelienne des trois niveaux de la réalité capitaliste. Le capitalisme n'est pas « le marché », mais « le marché + l'anti marché qui s'exprime dans l'action du pouvoir politique ». Ce pouvoir de la « haute-finance » (laquelle est en fait un conglomérat mercantile-artisanal et financier dans l'étape mercantiliste) est le fondement de la construction des premiers véritables Etats capitalistes : les villes italiennes, les Provinces Unies. Et ici Arrighi attire utilement l'attention sur le fait qu'aucun pouvoir n'a été aussi proche du modèle extrême de l'Etat gouverné par un conseil d'administration des grandes affaires que celui de ces modestes politis. Mais la cristallisation d'une association pouvoir politique/espace économique capable de devenir le lieu du saut qualitatif que l'industrialisation a représenté pour l'achèvement du mode de production capitaliste ne s'est pas faite là. Elle s'est faite dans les grands Etats mercantilistes – l'Angleterre d'abord, la France ensuite – inventant les Etats nationaux bourgeois modernes, la construction économique autocentrée (fut-elle ouverte bien entendu) et donc la coïncidence entre l'espace de l'accumulation et celui de la gestion politique. Ce modèle a été reproduit, en Allemagne et ailleurs, parce qu'il répondait réellement aux exigences de l'expansion capitaliste de l'époque. A ses exigences fondamentales tout au moins puisque, avec colonies (Angleterre, France) ou sans (Allemagne), les résultats en termes de construction économique compétitive à l'échelle globale n'ont pas été différents. Ce modèle a donc fait l'objet d'une véritable idéologisation, établissant l'équation entre son achèvement et le progrès de la modernité. Bien entendu il est impossible de saisir tout le sens de l'efficacité de cette histoire sans mettre en œuvre des analyses et une théorie des hégémonies sociales sur lesquelles s'est fondé « le pouvoir du capital », les alliances sociales (avec l'aristocratie, ou la paysannerie, plus tard le compromis social capital/travail etc.) qui l'ont permis etc. Marx après tout avait fait ce travail, très concrètement, pour son époque. Des marxistes de qualité – Gramsci entre autre – ont poursuivi l'effort.

L'expansion coloniale ou semi-coloniale s'est greffée sur cette histoire. Elle peut donc être lue comme un appendice des hégémonies sociales spécifiques à tel pays dans telle phase de son développement capitaliste. Par exemple, l'articulation expansion de l'industrie cotonnière anglaise et destruction de celle de l'Inde, l'articulation spécialisation industrielle anglaise et importations agricoles des Etats Unis et des grands futurs dominions de peuplement, l'articulation médiocrité de certains secteurs de l'industrie et de l'agriculture française et marchés coloniaux réservés (mise en relief par l'ouvrage de Marseille) etc. On comprend alors que les colonies ne sont pas une exigence « absolue » de l'expansion du capital, mais seulement une exigence du fonctionnement de certains types d'hégémonies sociales dans cette expansion.

La propension à l'expansion coloniale paraît néanmoins se généraliser ou presque, à partir de 1880 (les Empires coloniaux existant à cette date avaient été largement hérités des constructions mercantilistes antérieures à 1800 – l'Inde, l'Indonésie etc.). Cela n'était pas le produit d'une exigence absolue de l'accumulation interne, comme on l'a souvent dit dans des analyses superficielles et rapides, c'était le produit d'une concurrence aiguisée entre les nouveaux oligopoles même si, évidemment, le capital national dominant a su tirer profit de la colonisation. Lénine n'avait pas dit autre chose, même si on le lui a fait dire par la suite. Le succès – ou l'échec – dans cette expansion coloniale ont d'ailleurs eu des effets complexes, positifs et négatifs du point de vue de l'accumulation elle-même, tantôt mettant à la

disposition de son accélération les ressources du pillage et de la surexploitation, tantôt au contraire retardant la conversion de segments productifs arriérés. Le Portugal et les Pays Bas sont l'exemple classique de ces effets négatifs. Mais pour la France et même l'Angleterre qui avait si bien su exploiter la colonisation de l'Inde dans un premier temps ces effets négatifs n'ont pas été absents dans l'évolution ultérieure de la concurrence mondialisée. D'autres facteurs de succès ou d'échecs – au-delà même de la maîtrise nationale du progrès technologique – comme le contrôle des processus de financiarisation, sur lesquels je reviendrai, ne me paraissent pas avoir été moins importants, loin de là.

Le territorialisme dans la transition mercantiliste ne peut être analysé par la même méthode qu'à la condition aussi de saisir dans tout son sens la différence entre l'hégémonie du capital mercantile (marchand-financier) de 1500 à 1800 et celle du capital industriel (industriel-financier) à partir de 1800. Je ne développerai pas ici de considérations sur ce terrain, me contentant plus loin de proposer quelques réflexions qui concernent le sujet, analysé sous l'angle particulier de la « financiarisation » dans le mercantilisme.

La seconde position, tout aussi stérile – et même davantage – est celle qui, à l'opposé, ne voit dans le capitalisme (qu'il soit mercantiliste ou industriel) quoi que ce soit de nouveau, et qui analyse le rapport politique/économique dans des termes équivalents pour les temps anciens et modernes.

La théorie du renversement du rapport de dominance - politique/économique dans les systèmes tributaires et économique/politique dans le capitalisme, que j'ai proposée ailleurs -, interdit de traiter de la question du rapport entre l'espace de la gestion politique et celui de la reproduction de la vie économique (le concept d'accumulation n'a pas de sens pour les périodes antérieures au capitalisme) de la même manière « à travers l'histoire ».

Dans les systèmes tributaires la vie économique reste parcellisée dans l'espace, même lorsque les échanges marchands y compris ceux du commerce à longue distance exercent des effets importants sur la société. L'espace politique par contre tend à être plus vaste dans les modèles tributaires achevés (modèle : la Chine), tandis qu'il demeure parcellisé presque à l'échelle des espaces de reproduction de la vie économique dans les modèles périphériques les plus primitifs (Haut Moyen Age européen, Afrique subsaharienne) et se situe dans une moyenne entre ces deux extrêmes dans les cas intermédiaires (Moyen Orient et monde islamique, Europe de la fin du Moyen Age, Inde).

5. Ce qu'on peut appeler la « financiarisation » du système (moderne, capitaliste) est un processus par lequel s'affirme la domination du capital-argent, financier, sur le capital productif. Dans les termes mêmes proposés par Marx la dominance du procès direct A-A' sur les procès productifs A-P-A'.

Certainement, comme beaucoup d'autres phénomènes, celui-ci s'est répété fréquemment dans l'histoire du capitalisme, au point qu'Arrighi y voit non la « phase ultime » de celui-ci (comme le suggèrent les thèses sur « l'impérialisme stade suprême » de Hobson, Hilferding et Lénine) mais un phénomène récurrent. Reste à savoir si la récurrence est régularité – de forme cyclique – et s'il est fécond de mettre l'accent sur celle-ci, en gommant les spécificités de la financiarisation aux différents stades du développement capitaliste.

Je préfère mettre l'accent sur ces spécificités. Par exemple le procès productif A-P-A' analysé par Marx est propre au capitalisme achevé, industriel. P suppose l'achat de force de travail et son exploitation dans les formes de la soumission formelle au capital (incarné dans les moyens de production industriels appropriés privativement). Dans la transition mercantiliste le procès

d'accumulation majeur est de la forme A-E-A' où E exprime la dominance de l'échange marchand – achat et vente de produits. Bien sûr les marchandises échangées doivent être elles mêmes produites. Mais elles le sont par le moyen de la production paysanne et artisanale, précisément ici dominées par leur soumission réelle et non formelle (au sens que Marx donne aux deux formes) au capital marchand. Je prétends que cette différence qualitative donne à la financiarisation qu'on retrouve ici et là des contenus différents.

Dans son bel ouvrage, Arrighi nous offre un tableau saisissant de « cycles » conduisant ce qu'il considère comme ayant été les centres du système à différentes époques (les villes italiennes : Florence, Venise, Milan, Gênes ; les provinces Unies) de la suprématie en termes de compétitivité à la financiarisation et au déclin. Il reste qu'il serait important de préciser chaque fois le sens de la compétitivité en question. Celle-ci se situe bien au niveau de la production dans certains cas, par exemple l'artisanat et la manufacture des textiles à Florence, la construction navale dans les Provinces Unies. Mais sa forme dominante – cohérente avec la nature du mercantilisme – est la supériorité commerciale. Celle-ci à son tour est le produit d'un complexe de facteurs : connaissance des routes et maîtrise (y compris militaire) de celles-ci, efficacité du système des paiements (la lettre de change qui évite les transports de numéraire), supériorité des moyens de transports (flottes), prix d'offre. Sur ce dernier point Wallerstein a bien montré comment l'exploitation des mines d'Amérique a bouleversé les rapports commerciaux en faveur des Européens, capables de proposer des prix meilleurs que ceux de tous leurs concurrents dans l'ancien système monde tributaire. C'est par l'ensemble de ces moyens que le mercantilisme a effectivement détruit l'ancien système monde tributaire (non polarisant par nature) pour lui substituer le système monde mercantiliste fondé sur la polarisation, créant les conditions du système monde capitaliste achevé ultérieur, polarisant par nature.

La financiarisation d'un segment du système mercantiliste s'articule alors avec le façonnement de systèmes productifs adéquats, fondement de l'expansion du capital à cette étape. Par exemple Arrighi nous donne ici l'exemple magnifique de clarté de la financiarisation de Gênes, articulée sur la conquête et l'exploitation de l'Amérique. Gênes, devenue le banquier de la monarchie espagnole, gagne évidemment beaucoup plus en s'inscrivant dans cette évolution qu'en restant une simple ville marchande. De la même manière Florence passe du statut de ville artisanale et commerçante à celui de banquier des Etats absolutistes européens en construction. Elle se financiarise. Les Provinces Unies, à l'origine transporteurs et marchands, s'enrichissent également lorsqu'ils captent et constituent le capital-argent disponible à travers une bonne partie de l'Europe et du monde pour se faire à leur tour les banquiers de l'Europe.

Mais comme toujours la financiarisation n'enrichit les uns qu'au détriment des autres ; seul le progrès de la production permet de sortir de ce jeu à somme nulle. Le cycle A-A' est toujours dans ce sens facteur d'intensification de l'inégalité des revenus au profit des rentiers-usuriers dominants. Cet enrichissement s'épuise s'il ne se constitue pas quelque part une base élargissant la sphère productive. Or celle-ci justement se constitue généralement hors du centre financiarisé et implique, à ce stade, la mise en œuvre efficace de dominations politiques sur des territoires importants. Le territorialisme s'associe ici à la concurrence de centres nouveaux, montants, défiant les centres anciens financiarisés, qui entrent alors en déclin. La base de l'élargissement de la sphère productive a été ici, historiquement double : d'une part celle associée au façonnement des Amériques (la production des mines et des plantations – notamment de sucre), d'autre part celle résultant de la constitution de l'espace des grandes monarchies absolutistes (base de la grande manufacture, ancêtre de l'industrie). Les meilleures performances dans cette situation ont été celles des Etats qui ont à la fois dominé politiquement leur espace « national », les colonies (Amérique, plus tard Inde et Indonésie) et les

réseaux marchands permettant de transférer à leur profit les surplus extraits des productions dominées. Mais il n'y a jamais eu de fatalité simple opérant dans ce cadre, et l'avantage d'une financiarisation trop précoce est devenue un handicap, surtout si la cohésion politique (produite par une hégémonie sociale adéquate, ce qui implique qu'on articule les facteurs internes sur les mécanismes de la mondialisation) ou la puissance militaire venaient à manquer. C'est ainsi que l'Espagne – qui possède l'Amérique – ne parvient pas à en conserver le profit de l'exploitation. Les Provinces Unies parvenues au sommet de leur richesse financière se sont également épuisées faute d'être parvenues à construire à leur bénéfice un espace mercantiliste suffisant. Leur repliement ultérieur sur leur colonie – l'Indonésie – a été, comme on le sait associée à un déclin de leur position en Europe. Deux succès. D'abord celui majeur de l'Angleterre, non financiarisée à l'époque, dont l'empire colonial est plus tardif (et ne prend une importance majeure qu'avec la conquête de l'Inde au XVIII^e siècle). En second, mais loin derrière, la France. C'est ce progrès du mercantilisme productif qui prépare la révolution industrielle dont il a créé les conditions.

L'analyse concrète superbe qu'Arrighi nous donne de l'histoire du mercantilisme illustre bien le fonctionnement de l'articulation financiarisation-territorialisme dans la création des conditions du progrès des forces productives. La financiarisation des Pays Bas n'a pas constitué un tremplin efficace stimulant le progrès dans ce pays. En dépit de son rôle de banquier des coalitions dynastiques qui ont liquidité le système médiéval et créé le système inter-états moderne (qu'on peut dater du traité de Westphalie – 1648), la Hollande n'a jamais pu gouverner le système qu'elle avait contribué à créer. Il appartenait à l'Angleterre et à la France de le faire, en inventant le mercantilisme, c'est-à-dire à la fois le nationalisme économique (le Colbertisme, le Navigation Act), l'esclavage colonial et les colonies de peuplement. Il leur fallait pour cela un espace territorial suffisant. Le pays rentier financier doit-il donc toujours être finalement victime de sa richesse artificielle et vulnérable, battu par d'autres centres plus productifs, plus actifs, plus inventifs ? On retrouvera cette question pour les époques ultérieures.

L'histoire de la financiarisation ne se répète pas, en dépit des apparences. Le système monde industriel nouveau – avec sa polarisation sans précédent centres industrialisés/périphéries qui ne le sont pas – est construit au XIX^e siècle, d'abord sous la houlette de la Grande Bretagne associant comme je l'ai fait observer l'initiative technologique, la maîtrise du commerce, l'exploitation coloniale et la domination du nouveau système financier mondial. L'idéologie du commerce libre (*free trade*) sur laquelle est fondée l'hégémonie britannique associe en fait le cosmopolitisme d'un capitalisme transnational à un territorialisme impérial sans pareil. La Grande Bretagne perd rapidement son avantage technologique relatif certain dès 1880, face à ses deux concurrents, les Etats Unis et l'Allemagne. Mais elle garde l'avantage dans le domaine financier jusqu'en 1945. A partir de cette date, par le moyen des institutions de Bretton Woods, les Etats Unis lui arrachent ce monopole. La Grande Bretagne, largement financiarisée à partir de la fin du XIX^e siècle, reste « riche » de ce fait, en dépit de son déclin industriel relatif. Elle a même fait le choix de « s'installer dans ce créneau » à l'intérieur de la construction européenne et de son mode nouveau d'insertion mondiale. Je doute que ce choix puisse être, à terme, efficace.

Face à cette installation dans une financiarisation confortable, l'espace productif s'élargit et s'approfondit ailleurs, singulièrement aux Etats Unis et en Allemagne. Mais ce progrès ne donne pas les mêmes résultats ici et là. Arrighi signale ici l'échec allemand, dont il analyse l'évolution en mettant l'accent – d'une manière fort convaincante – sur les facettes de cet échec non vues jusqu'ici. Tandis que les taux du progrès de la productivité industrielle ont été en Allemagne entre 1870 et 1914 trois fois supérieurs à ceux de la Grande Bretagne, en termes de revenus per capita le rattrapage allemand

est lent et modeste. La différence illustre fort la thèse qu'Arrighi et Braudel défendent, à savoir que le capitalisme n'est pas réductible au marché (ou à la production derrière le marché) ; les bénéfices tirés des monopoles de pouvoir – et le pouvoir financier en est un – sont majeurs. Mais ils ont aussi leur fragilité comme on le verra plus loin. Les Etats Unis par contre ont parfaitement réussi à supplanter la Grande Bretagne. Ils n'ont pourtant pas bénéficié d'un avantage, financier ou autre, associé à une insertion dominante dans le système mondial, jusqu'en 1945. Ils se sont construits par une organisation de leur espace productif – agricole et industriel – aut centrée à un degré que ne pouvait connaître aucun autre pays à l'époque. Repliés sur un espace continental, riche en ressources de toutes natures, bénéficiaires du flux migratoire mondial dominant, ils ont construits, d'abord chez eux, les formes d'une organisation plus efficiente de la production qui ont constitué plus tard le fondement de leur hégémonie mondiale. Ici encore Arrighi met l'accent à juste titre sur le fait que la grande entreprise moderne – la future multinationale – a d'abord été (et reste souvent) une grande entreprise intégrée américaine. L'analogie entre cette forme de construction – expansion et celle de la Russie est frappante. L'Empire russe puis l'URSS se construisent également comme un immense espace aut centré, à une distance certaine du système monde. L'échec n'est pas dû à ce choix, analogue à celui des Etats Unis, mais simplement, à mon avis, aux facteurs internes – l'arriération de la Russie impériale, la nature du soviétisme et ses limites – et au conflit du siècle (1880-1980) entre la Russie et l'Allemagne puis la Russie et les Etats Unis (et à nouveau, pour demain, entre la Russie et l'Allemagne ?).

L'apparence d'une financiarisation générale du système mondial qui se déploie à partir des années 1880 du siècle dernier, est un phénomène distinct. La période 1873-1896 est celle d'une stagnation relative dans les progrès de la production qui, associée à la tendance permanente à la centralisation du capital, fait basculer le système productif de sa forme concurrentielle, dominante jusqu'alors, à la forme oligopolistique nouvelle. Hobson, Hilferding, Lénine ont chacun à sa manière fait ressortir l'importance de ce changement qualitatif qui m'amène – avec eux – à voir en 1880 une date tournante. La grande dépression (1873-1896) frappe les vieux centres industriels (la Grande Bretagne, la France, la Belgique) tandis que la croissance de la production industrielle se poursuit dans les centres nouveaux (Allemagne, Etats Unis), tout comme aujourd'hui la crise frappe la triade (Amérique du Nord, Europe, Japon à un degré moindre et avec retard) tandis que l'industrialisation s'accélère en Asie de l'Est (Chine, Corée et Asie du Sud-est). Les vieux centres se replient sur la position confortable de banquiers du monde qui financent une espèce de délocalisation (surtout en direction de la Russie, de l'Autriche Hongrie, de l'Empire ottoman, de l'Amérique latine et des Dominions blancs par le moyen de l'endettement, moins en direction de leurs propres colonies sur lesquelles ils se replieront contraints et forcés plus tard). On retrouvera à notre époque des phénomènes un peu analogues avec l'endettement du tiers monde et des pays de l'Est. Il reste que la délocalisation, si importante au cours des années 1970 qu'on pouvait croire qu'elle allait transformer la carte géographique mondiale des implantations industrielles (Cf. Otto Kreye), s'est avérée de faible portée et d'une durée brève. Dès les années 1980 la recentralisation opère au bénéfice des centres anciens de l'accumulation (mais à un rythme qui ne permet pas de sortir de la dépression longue). On notera également que l'essor parallèle accélérée de l'Asie de l'Est doit peu quantitativement aux investissements étrangers (bien que ceux-ci jouent un rôle important dans le transfert de technologie).

On comprend alors que la financiarisation de la fin du XIXe siècle ait revêtu des formes différentes d'un pays à l'autre. Pour la Grande Bretagne et la France elle prend la forme d'un capitalisme financier cosmopolite (type le réseau Rotschild) qui s'autonomise vis-à-vis de l'Etat, comme Hobson le fait remarquer. Il reste que cette autonomie n'est que relative car l'une des sources majeures de

l'excédant d'épargne collecté par ce capital financier et placé à l'extérieur provient du tribut colonial. Boukharine et Lénine théorisent ce comportement de « rentiers » et proposent sur cette base une lecture critique de la nouvelle science économique « subjectiviste ». Par contre en Allemagne le capital financier s'articule sur l'industrie qui poursuit son essor. Hilferding fait donc observer que cette fusion banques-industries permet de gérer le pays comme une entreprise unique intégrée, qu'on pourrait appeler si on veut capitalisme monopoliste d'Etat, ou *Germany Incorp*, comme plus tard on a parlé de *Japan Incorp*. Dans le capitalisme de l'époque cette oligopolarisation cristallise les conflits que Lénine qualifie à juste titre d'inter impérialistes (à ne pas réduire à celui des Empires coloniaux) et dont les deux guerres mondiales témoignent de la réalité. C'est parce que Lénine pensait que le prolétariat ne supporterait pas ce conflit et que de ce fait la révolution socialiste mondiale (au sens au moins européenne) était à l'ordre du jour, qu'il a qualifié ce stade impérialiste de « suprême ». L'histoire ne lieu dans une semi périphérie, la Russie (le « maillon faible »), mais elle ne s'est pas étendue à l'Europe, mais vers l'Est, dans d'autres périphéries, sous une forme radicale (Chine) ou atténuée (le mouvement de libération nationale de l'Asie et de l'Afrique), se déployant ainsi de 1917 à 1975 (la fin de l'ère de Bandoung, comme je l'ai écrit ailleurs). Mais l'impérialisme – dans cette forme – ne s'est pas révélé entrer dans sa phase ultime. Il survécu et s'est redéployé dans des formes nouvelles.

Or la période de stagnation relative à la grande crise des années 1873-1896 qui précède la première guerre et se prolonge dans l'entre deux guerres, est de ce fait, un moment de financiarisation généralisée. J'entends par là que celle-ci n'est pas le fait d'un segment localisé géographiquement (comme le furent les villes italiennes et les Provinces Unies) mais celui de l'ensemble des sociétés du centre développé. Un phénomène analogue à celui qui se déploie de nos jours, à partir de 1980, associé ici encore à une stagnation dans l'expansion des systèmes productifs. Je reviendrai sur cette situation nouvelle plus loin, mais je répète ici ce que j'ai dit plus haut du contraste procès A-A'/procès A-P-A'. Le premier est toujours signe de crise, c'est-à-dire de stagnation relative de P. Il donne toujours des résultats intenable à terme, parce qu'il accélère les inégalités d'une manière si rapidement désastreuse qu'il est remis en question par les luttes sociales et politiques, inévitables.

La financiarisation est-elle néanmoins une étape « nécessaire ». J'entendrai par là qu'elle serait un moment nécessaire pour que se recristallisent les conditions d'une nouvelle étape d'expansion du système productif. C'est le discours que nous entendons répéter à satiété de nos jours : « l'ajustement structurel » passerait nécessairement par la financiarisation. Je ne partage pas ce point de vue. Je dis au contraire que la financiarisation est un mode de gestion de la crise, non de préparation de son dépassement. Cette gestion, loin de créer les conditions d'une reprise, en éloigne l'horizon. Celle-ci se cristallise alors parfois ailleurs, mais relativement loin d'elle. La financiarisation de l'Europe de 1880 à 1945 ne l'a pas aidé à sortir de sa crise. C'est aux Etats Unis, un peu à l'écart de cette financiarisation, désastreuse, que se sont cristallisées les forces du progrès industriel renouvelé. Assistera-t-on aujourd'hui à un développement contradictoire analogue : les Etats Unis, le Japon, l'Europe, entraînant derrière eux l'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen Orient, s'installant dans à la fois la stagnation et la financiarisation tandis que l'Asie de l'Est, un peu à l'écart de cette dernière, deviendrait le lieu de la prochaine expansion du système productif ? Je discuterai cette hypothèse plus loin.

Enfin pour conclure sur ce chapitre, au risque de nous répéter, j'appelle l'attention sur la différence qualitative qui sépare l'articulation contradictoire financiarisation-système productif dans les étapes mercantiliste et industrielle. A l'étape mercantiliste le commerce est moteur, son expansion crée les conditions d'une expansion de la production. A l'étape industrielle la causalité est inversée – n'en déplaise aux thuriféraires néolibéraux du GATT – c'est l'expansion de la production qui permet celle

des échanges. A l'étape mercantiliste les profits tirés du commerce sont réinvestis tant que cela est possible (c'est-à-dire tant que par ailleurs l'expansion de la production se poursuit) dans le commerce, et quand ils ne peuvent plus l'être, dans la financiarisation (qui s'accompagne alors de stagnation). A l'étape suivante les profits industriels sont réinvestis dans l'industrie et c'est lorsque cette opération perd sa raison d'être (sa rentabilité) que le repli financier s'impose, accompagné de stagnation. Plutôt donc de « cycles de financiarisation » je préfère parler ici de phases d'accumulation spécifiquement différentes.

IV

Les enjeux de la mondialisation aujourd'hui, mondialisation débridée ou contrôlée ?

1. Si j'ai retenu la date de 1945 (ou de 1950) comme une date-tournant c'est parce que précisément les formes de la mondialisation qui se déploient dans l'après guerre constituent une rupture qualitative avec celles qui prédominaient depuis 1880, par certains aspects depuis 1800 même.

Je me suis suffisamment étendu sur les particularités de la phase 1945-1970 pour ne pas y revenir ici. Je rappelle donc seulement que j'ai attribué la forte croissance relative qui a caractérisé toutes les régions du monde pendant cette période à la nature des trois projets sociétaux sur lesquelles l'essor de l'après guerre a reposé, à savoir : (i) le compromis historique capital-travail, géré dans le cadre de l'Etat national développé par la pratique du keynésianisme ; (ii) le projet soviétiste dit de construction socialiste, autocentré et déconnecté du système mondial (que j'ai analysé dans les termes d'un projet de construction « d'un capitalisme sans capitalistes ») ; et (iii) le projet national bourgeois moderniste et développementaliste du tiers monde (que j'ai qualifié de « projet de Bandung » pour l'Asie et l'Afrique, reprenant l'expression de *desarrollismo* pour l'Amérique latine) inscrivant l'industrialisation des pays concernés dans une interdépendance mondiale négociée et révisée.

Au-delà des particularités évidentes propres à chacun de ces trois piliers du système monde de l'après guerre, j'ai fait observer deux caractères qu'ils présentaient en commun. Le premier est que chacun de ces projets sociétaux s'écarte de l'économisme libéral extrême pour associer des tâches et des objectifs d'efficacité économique (dans une interdépendance mondiale plus ou moins contrôlée) à l'affirmation d'un cadre social permettant de maîtriser les marchés. Cette affirmation définie par des hégémonies sociales particulières à chacun des trois groupes de pays, procède donc d'un refus de l'idée que les marchés sont autorégulateurs et confirme la critique que K. Polanyi, après Marx et Keynes, adressent à l'utopie du marché. Le second est que la mise en œuvre des politiques et stratégies efficaces et concevables dans ce cadre, est conçue d'abord comme relevant de la responsabilité nationale, de l'Etat et de la société civile, même lorsque ces stratégies restent ouvertes sur l'extérieur bien entendu.

L'hégémonie des Etats Unis, que j'ai caractérisée plus haut, opérait dans ce cadre et avec les limites qu'il imposait donc. Sa dimension strictement économique – c'est-à-dire l'avance technologique des Etats Unis – est rapidement érodée par son succès même, l'expansion des formes d'organisation de la « multinationale » reproduites en Europe et au Japon. Progressivement donc les trois autres aspects associés à cette hégémonie – le contrôle du système monétaire et financier mondial, la supériorité militaire, le déploiement culturel et linguistique de *l'américan-way-of-life* – prennent une importance relative accrue.

La première de ces nouvelles dimensions de la mondialisation s'épuise dans ses contradictions, conduisant, avec l'affaiblissement de la croissance, à la financiarisation stagnationniste qui s'établit à

partir de 1980 (une autre date-tournant donc). En effet l'élément dominant de la mondialisation se superposant aux politiques nationales désignées plus haut était représenté à l'origine par le système organisé des changes fixes et de l'étalon dollar. Les progrès de la construction européenne et l'essor du Japon ne pouvaient pas ne pas remettre en question cette facette de l'hégémonie américaine, même si comme je l'ai écrit ailleurs, aucune alternative n'a pu être trouvée à l'étalon dollar et que la gestion de la crise, s'installant aux commandes à partir de 1980, a remis à plus tard la réponse à cette contradiction.

La seconde – la militarisation du système – n'appelle guère de commentaires, tant elle est évidente. J'ai fait seulement remarquer que ce keynésianisme militaire a joué un rôle essentiel dans le maintien de la croissance forte, américaine et globale. Mais elle n'a pu devenir l'instrument le plus efficace de l'hégémonie américaine que lorsque l'adversaire soviétique a été abattu, c'est-à-dire alors que la période était elle-même close. Il reste que cette nouvelle suprématie est sans pareille dans l'histoire : jamais auparavant dans l'histoire les armes en général et le pouvoir d'une puissance en particulier n'avaient permis d'envisager l'intervention militaire efficace – fut-elle destructrice au point extrême – à l'échelle de la planète entière.

La troisième dimension de la mondialisation nouvelle, qui concerne les aspects culturels, pose dans des termes nouveaux des questions passablement anciennes. Le système monde tributaire était partagé entre des aires culturelles qui conservaient leurs caractéristiques propres ; et on ne peut guère parler d'universalisme pour ces époques, en dépit de la dimension universaliste de principe des grandes religions et philosophies qui fondaient ces cultures. L'universalisme apparaît en 1500, avec la Renaissance puis plus tard les Lumières, bien que dans la forme tronquée et déformée de l'eurocentrisme qui accompagne le façonnement inégal du nouveau système par son centre européen. Mais cet universalisme, appelé à fonder les valeurs du monde moderne – positives, comme la démocratie, ou négatives, comme l'aliénation économiste – ne gomme pas la diversité à l'intérieur de l'Europe. L'hégémonie britannique contrainte de s'accommoder de l'équilibre européen, ne s'accompagne donc pas d'une expansion linguistique de l'anglais par exemple. Dans l'après deuxième guerre, en dépit du caractère marqué de l'hégémonie américaine, le contenu national fort des stratégies qui définissent l'époque maintient la conciliation entre l'universalisme – visible dans les trois projets sociétaux de la phase en question – et la diversité, politique et culturelle. La contradiction propre à la dimension culturelle de la mondialisation capitaliste n'a donc éclaté au grand jour que récemment. On l'attribue souvent à la puissance des médias modernes, responsable du rétrécissement du monde devenu un « village planétaire », comme on dit. Cette réalité ne doit certainement pas être gommée du tableau de la mondialisation. Mais elle ne fait que révéler ce qui était déjà là depuis longtemps : que les anciennes cultures (tributaires, y compris la ou les cultures européennes médiévales) ont bel et bien disparu, dissoutes par la culture capitaliste, définie par son contenu essentiel – l'aliénation économiste – et non par son origine et sa forme – européenne. Néanmoins cette culture universelle capitaliste n'est jamais parvenue à établir à son bénéfice une légitimité universelle, parce qu'elle accompagne et sous-tend un système monde polarisé. L'accentuation de son affirmation – grâce aux médias modernes – jointe à l'aggravation de la polarisation après que les projets sociétaux de l'après guerre aient épuisé leur potentiel ont fait surgir la « question culturelle » et des affirmations désespérées de recherche de l'identité dans le tiers monde. La forme linguistique dominante de cette expression de la domination de la culture capitaliste, produite par l'hégémonie américaine, se heurte à des résistances en Europe même, particulièrement en France.

Dans l'analyse que je propose pour le système de l'après guerre tant dans sa phase ascendante que dans celle de sa crise – toujours en cours – ni la structure du système dans son ensemble, ni celles de

ses parties constituantes, ni une éventuelle hégémonie ne sont déterminés intégralement ou même principalement par la « compétition des firmes sur le marché » comme l'idéologie économiste dominante le prétend. Ces structures ne concernent pas le niveau médian au sens braudélien considéré en lui-même ; avec Marx, Polanyi, Braudel et d'autres je les considère comme le produit simultané du fonctionnement des deux niveaux médian et supérieur. La compétition est autant celle qui oppose les Etats que les entreprises puisque le capitalisme est inséparable de l'Etat moderne ; ils ont pris consistance et se sont développés simultanément et commandent ensemble les structures de l'accumulation. Dans cet esprit, comme l'écrit Arrighi, si le territorialisme consiste à agrandir la sphère dominée par un capitalisme particulier (une composante du système mondial), il existe simultanément des modes d'action qui permettent la densification de l'accumulation dans une zone restreinte (le contrôle du commerce, de l'innovation technologique, la supériorité militaire, le rayonnement culturel, la financiarisation sont ces modes d'action). La combinaison variable de ces deux modes d'opération de l'accumulation explique pourquoi des petits Etats (les villes italiennes, les Pays Bas) sont parvenus à occuper une grande place dans le système monde (mais à mon sens n'ont jamais été hégémoniques), pourquoi des grands Etats n'y sont pas parvenus et se sont même souvent effondrés, tandis que l'hégémonie reste l'exception de ceux qui ont articulé efficacement ces deux modes. Comme l'écrit Vergopoulos ce qui paraît être une compétition entre firmes est largement une compétition entre systèmes nationaux à partir desquels ces firmes prennent leur essor (ces systèmes façonnent des capacités productives commandées par les niveaux de formation des travailleurs et bien d'autres choses sans lesquelles la compétitivité marchande ne pourraient exister).

L'économie est inséparable du politique. Les événements de tous les jours le confirment d'une manière plus qu'évidente. On a du mal par exemple à imaginer le Japon devenant hégémonique, en dépit de l'efficacité de ses entreprises, compte tenu de sa vulnérabilité militaire et de son absence de rayonnement culturel. Ainsi a-t-on vu les excédents financiers du Japon prêtés aux Etats Unis et leur service remboursé en dollars dévalués à partir de 1985, l'opération se soldant donc pas une énorme ponction transférant ce surplus du Japon à son concurrent (Arrighi). Ainsi voit-on le déficit de la balance extérieure des Etats Unis absorber l'excédent des capitaux à l'échelle mondiale, asséchant les moyens que les nations du tiers monde tentent en vain d'attirer vers elles pour participer à leur propre développement. On a même vu les pétroliers riches du Golfe contraints de financer leur conquête militaire par Washington ! Il y a peu d'espoir que les placements financiers de ces pays sur les marchés extérieurs puissent être récupérés. Par contre pendant les deux guerres mondiales les Etats Unis ont renversé leur position financière – de débiteur à créancier – en s'appropriant effectivement les avoirs de leurs concurrents (Grande Bretagne, France et autres).

Le système mondial est donc structuré par ces rapports inter-Etats autant que par le jeu des concurrences marchandes des firmes. Il tend peut être même à l'être de plus en plus. Par exemple tandis que les systèmes monétaires antérieurs (l'étalon Sterling par exemple) étaient largement gérés par la haute finance privée, Bretton Woods place la « production de monnaie » sous le contrôle d'un réseau d'agences gouvernementales y compris de statut international (le FMI), elles mêmes chapeautés par le *Federal Reserve System*. Il est vrai que ce mouvement d'étatisation croissante peut être inversé. Il l'a été en l'occurrence à partir des années 1968-1973 lorsque les euro-dollars autonomisent à nouveau les flux financiers, prélude à la grande reprivatisation sur la base de laquelle la financiarisation actuelle a décollé (à partir de 1980). Mais comment ne pas observer que ce retournement correspond à un affaiblissement politique des Etats Unis, leur défaite au Viet Nam, encourageant le tiers monde à prendre l'initiative de l'offensive dont l'OPEC a été l'exemple le plus illustre ? Comment aussi ne pas observer que le succès de la contre offensive américaine visant à

rétablir leur hégémonie est fondé en grande partie sur leur suprématie militaire (face au succès de la Guerre du Golfe, à l'effondrement soviétique, les Européens par exemple ne démontrent-ils pas chaque jour qu'ils ne peuvent rien faire, ni en Yougoslavie ou dans l'ex URSS, ni même en Somalie, sans les Etats Unis ?). C'est grâce à cette supériorité que les Etats Unis sont parvenus à imposer l'étalon dollar, en dépit du déclin de leur efficacité marchande.

La relation firmes-Etats n'est cependant pas linéaire, elle fonctionne dans les deux sens, dans certaines phases en dominance dans une direction, dans d'autres phases dans l'autre. Par exemple dans l'impérialisme de l'époque de Lénine les « monopoles » sont bien par certains aspects les instruments d'expansion des Etats, comme le seront les firmes multinationales américaines après la seconde guerre mondiale. Dans la phase actuelle par contre, à partir de 1970 environ, ces firmes s'émancipent des pouvoirs d'Etat et en limitent l'efficacité des interventions. Est-ce là une caractéristique structurelle de la mondialisation nouvelle, apte à se stabiliser comme telle ? Ou est-ce là une caractéristique conjoncturelle de crise ?

L'institutionnalisation de l'organisation du système mondial n'est pas chose tout à fait nouvelle. Je partage ici le point de vue général de l'école du système-monde qui y voit une caractéristique essentielle du capitalisme historique (celui que j'appelle le capitalisme réellement existant, par contraste avec le capitalisme-idéal type de l'imaginaire idéologique). Du traité de Westphalie (1648) qui en fixe les premières règles, renouvelées au Congrès de Vienne (1815) et au traité de Versailles (1919) – qui fait un pas de plus dans la voie de l'institutionnalisation en créant la S. D. N. – puis et surtout à la création de l'O. N. U. (1945), cette institutionnalisation est en progrès constant. Quand elle paraît paralysée par l'incohérence des politiques, que la crise aiguë, comme aujourd'hui, depuis 1980, ne voit-on pas immédiatement apparaître la tentative de surmonter ces incohérences ? Le G7 n'a-t-il pas cette fonction ? Même si, comme je l'ai proposé dans mon analyse de la gestion de la crise, les dysfonctionnements sont tels que l'instrument paraît bien être incapable de relever le défi.

La phase de l'après guerre n'est évidemment pas homogène, constituée d'une phase ascendante (1945-1968), puis de crise longue (à partir de 1971), si l'on fixe l'attention sur les rythmes de la croissance. La sous période de transition 1968 (événement politique majeur) – 1971 (suppression de la convertibilité or du dollar) s'impose. La financiarisation décolle plus tard, vers 1980, en conjonction avec une transformation politique que Reagan et Thatcher inaugurent. Les années 1985-1990 constituent une autre coupure (l'effondrement du soviétisme) comme les années 1975 (le projet de « Nouvel Ordre International » proposé par le tiers monde) – 1989 (première crise financière du Tiers Monde, éclatée au Mexique) marquaient la fin du projet de Bandung et l'offensive de recompradorisation des périphéries. Il reste difficile, à mon sens, de préciser le statut exact de ces dates-tournants ; les événements sont trop proches pour qu'on puisse voir, avec suffisamment de recul, leur signification profonde. Définissent-elles donc la fin d'une longue phase (1800-1950 ou 1800-1990) ? Ou seulement le passage d'une sous phase à une autre ? Le jugement qu'on devra se faire concernant les avenir possibles dépend des réponses qu'on donnera à ces questions, à travers l'analyse de la crise et de sa gestion.

2. Quoi qu'il en soit la mondialisation « contrôlée » de la phase 1945-1990 est aujourd'hui dépassée par l'épuisement de la phase d'accumulation qui la sous tendait.

J'ai tenté d'analyser ailleurs, avec quelque détail, les processus par lesquels l'érosion, puis l'effondrement, des trois piliers sur lesquels reposait cette phase d'accumulation révolue a conduit à la crise actuelle. Dans cet esprit j'ai cru utile de mettre l'accent sur les caractères nouveaux du système

productif – en passe de devenir mondialisé (par opposition à internationalisé) et sur la contradiction nouvelle qui surgit de ce fait, produite par la mondialisation de l'espace de l'accumulation nouvelle alors que les espaces de sa gestion politique et sociale restent limités par les frontières politiques des Etats.

Il n'est pas dit qu'une mondialisation économique débridée – que prône l'idéologie néolibérale extrême – puisse s'imposer et vaincre les résistances du politique, contraint de s'y soumettre – on dit « s'ajuster ». Au contraire j'ai développé la thèse que cette forme nouvelle de l'utopie economiciste du capitaliste était vouée à l'échec.

Ne parvenant donc pas à créer les conditions de la mise en place d'un nouveau système d'accumulation, la mondialisation débridée que les pouvoirs en place tentent d'imposer réduit en fait les politiques économiques au statut de politiques de gestion de la crise. J'ai proposé de lire l'ensemble des « recettes » mises en œuvre – la libéralisation sans frontières, la mondialisation financière, les changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance extérieure des Etats Unis, la dette extérieure des pays du Sud et de l'Est, les privatisations – comme un ensemble parfaitement cohérent de mesures de gestion de la crise, offrant aux capitaux en excédant n'ayant pas de débouché rentable dans l'expansion du système productif celui de placements financiers, évitant de la sorte la dévalorisation massive de ces capitaux. Il s'agit donc d'un procès de financiarisation massive, le procès A-A' en expansion se substituant au procès A-P-A' en panne.

La financiarisation contemporaine est donc, une fois de plus, le signe de crise de l'accumulation. Elle n'en est pas la solution.

Cependant, par son caractère tout à fait généralisé, embrassant le système mondial dans tous les segments qui le composent, la financiarisation acquiert de ce fait une dimension nouvelle, sans précédent. Quel avenir pourrait alors se dessiner derrière le rideau de fumée qu'elle dégage ? Quel nouveau système d'accumulation se met – ou ne se met pas – en place ? Nous sommes ici dans un domaine où toutes les hypothèses – ou presque – sont possibles, tous les scénarios imaginables, tant l'avenir est incertain et les éléments de connaissance concernant la recomposition du monde fragile. L'avenir de la mondialisation reste une grande inconnue.

Trois approches peuvent être – et sont – mises en œuvre pour explorer cet avenir incertain.

La première – à la mode – se fonde sur les théories du chaos. Il n'y a pas de doute que le progrès dans les mathématiques des fonctions non continues a permis de découvrir la possibilité que des différences minimales dans les paramètres de certaines de ces fonctions entraînent des différences gigantesques dans leur déploiement ultérieur. Cette découverte heurte certainement l'intuition spontanée, selon laquelle de petites différences au départ ne peuvent engendrer de grandes différences dans l'évolution. Les fonctions chaotiques expliquent des phénomènes naturels qu'on ne pouvait expliquer autrement. Est-ce à dire que ces découvertes peuvent aussi intéresser la science sociale ? Sans doute des fonctions de ce type pourraient elles contribuer à l'analyse de phénomènes économiques et sociaux partiels, présentant de grandes analogies avec d'autres phénomènes naturels. On conçoit que les marchés spéculatifs par exemple présentent des structures chaotiques de nature analogue ou voisine. Mais je reste de l'opinion philosophique que le mouvement d'ensemble de la société ne peut pas être étudié à l'aide d'un outillage conceptuel de ce modèle. La philosophie de l'histoire, le matérialisme historique entre autre, restent irremplaçables.

La seconde approche est celle des historiens du capitalisme, notamment dans le courant du système-monde, qui mettent l'accent soit sur les récurrences, soit sur la flexibilité de ce système, soit – en général – sur les deux. J'ai quelque réserves sur ce plan, ayant préféré mettre l'accent sur ce qui est nouveau qualitativement après chaque date tournant, reléguant donc les récurrences au statut d'apparences, souvent donc trompeuses, et rejetant de ce fait l'idée de « cycles ». Or le fait est qu'aucun avenir n'a jamais pu être prédit correctement au moment des tournants décisifs qui paraissent tels a posteriori seulement. Pouvait-on espérer qu'un marchand de Venise en 1350 ait pu répondre à la question : êtes-vous en train de construire le capitalisme ? Il me semble donc que si 1990 (ou 1980) constitue une nouvelle date-tournant – et c'est là mon intuition, rien de plus – il est bien difficile de savoir comment le monde se recomposera à partir de cette date. Il faut pourtant tenter de le faire, parce que l'action nécessaire pour façonner l'avenir – le propre de l'être humain – l'impose. Quitte à risquer l'erreur.

Je mettrai donc en œuvre à cet effet une méthode que je crois toujours « non dépassée », celle du matérialisme historique. Je tirais la conclusion de l'examen a posteriori de la phase 1945-1990 que l'ancienne forme de la polarisation (le contraste centres industrialisés/périphéries qui ne le sont pas, dominant de 1800 à 1950) avait été précisément dépassée progressivement par l'industrialisation des périphéries – l'Est et le Sud – quelque inégale que celle-ci ait été. Dans ces conditions la loi de la valeur mondialisée définie pour la phase 1800-1950 doit être révisée en fonction de cette transformation qualitative. Je l'ai fait en proposant un cadre nouveau pour son opération, défini par ce que j'ai appelé les cinq monopoles fondant les formes nouvelles de la polarisation (les monopoles financiers, technologiques, dans le contrôle des ressources du globe, des media, des armements de destruction massive). J'y renvoie donc le lecteur.

Cela étant il n'est pas dit que la structure nouvelle d'un système mondial polarisé fondé sur la mise en œuvre efficace de ces cinq monopoles puisse être effectivement construite. Tous les problèmes associés à l'avenir de la recomposition (ou décomposition) de l'ex URSS, de l'essor de l'Asie de l'Est (Chine en premier lieu), de la stagnation du monde occidental et de ses appendices américains et africains, de la recomposition (ou de l'échec) de l'Union Européenne, trouvent ici leur place.

Il n'est pas de mon intention de revenir ici sur l'ensemble des évolutions qui ont conduit le système de l'après guerre à sa crise, ni sur les interprétations diverses de ces événements. Je renverrai plutôt le lecteur ici à quelques uns des *ouvrages majeurs sur le sujet, notamment à François Chesnais (La Mondialisation du capitalisme, Syros 1994), Giovanni Arrighi (The Long XXth century, Verso 1994), Michel Beaud (L'économie mondiale), aux articles de Kostas Vergopoulos. Je partage trop largement les points de vue d'ensemble développés dans ces travaux pour estimer utile d'en répéter les arguments. J'y ajouterai seulement mes propres ouvrages sur la question, L'Empire du chaos. La gestion capitaliste de la crise. Le point de vue adverse – la défense de la financiarisation – est développé ad nauseam dans la littérature dominante. Dans ce registre le seul ouvrage auquel je voudrais faire référence ici, dont l'argumentation fine pose des questions réelles qu'on ne peut ignorer, est le beau livre d'Olivier Pastré (Les nouveaux piliers de la finance, La Découverte 1992), auquel j'ajouterai quelques articles de Michel Aglietta.*

S'il fallait donc simplement rappeler brièvement ce qui me paraissent être des acquis solides de la réflexion sur les caractéristiques importantes nouvelles du système de l'après guerre je signalerai ici: (i) L'approfondissement indéniable de l'interdépendance non seulement – au-delà des échanges commerciaux – dans l'organisation des procès de production, mais encore son extension à des domaines jusque là plus éloignés de ceux-ci, comme les services. Cependant si la tendance est bien au

démantèlement de la cohérence des systèmes productifs nationaux sur la base desquels le capitalisme historique avait été construit, on est loin, comme Vergopoulos le note, de leur avoir substitué la cohérence d'un système productif mondialisé. Aussi faut-il prendre conscience que, de ce fait, la mondialisation telle qu'elle est aujourd'hui reste fragile, vulnérable et que si son évolution n'est pas maîtrisée par la mise en place d'un cadre social progressiste capable d'opérer avec efficacité et cohérence à tous les niveaux, du national au mondial, des régressions de toutes natures sont non seulement possibles, mais encore probables. Loin de conduire à une sorte de super impérialisme intégré à la Kautsky la mondialisation accuse les conflits potentiels, décompose et recompose le paysage dans lequel les Etats et les firmes se confrontent. On peut se demander si le capitalisme sera capable de faire face à ce défi.

(ii) L'apparition de formes nouvelles de l'organisation de l'entreprise et de son rapport à son environnement économique : la sous traitance sous des formes multiples, le *leasing* ont enrichi la gamme des stratégies de firme comme on ne l'avait jamais vu jusqu'ici. Plus tard dans la phase de l'après guerre, avec la crise et la financiarisation, cette transformation du potentiel des options stratégiques des firmes a réduit la portée de la distinction jusqu'alors bien établie entre les agents financiers et les agents industriels. Les firmes développent des stratégies mixtes, productives et financières. C'est là une des dimensions majeures de ce que je qualifie de financiarisation généralisée.

(iii) Les tendances fortes mises en mouvement par les évolutions qualitatives signalées ici opèrent comme des forces excluant, allant de l'exclusion à l'intérieur même des sociétés les plus riches (sociétés à « multiples vitesses ») à l'exclusion à l'échelle mondiale de pans continentaux entiers du système-monde (comme la « quart mondialisation » de l'Afrique).

Face à ces défis nouveaux, les pouvoirs dominants n'ont apporté que des réponses qui en aggravent les conséquences négatives. Avec l'érosion des trois modèles d'encadrement du marché (local et mondial) de l'après guerre, que j'ai analysé ailleurs (Cf. *Les conditions d'une relance du développement*) en le qualifiant d'épuisement de l'idéologie antifasciste, les conditions ont été recrées pour que le capital dominant tente d'imposer la logique unilatérale utopiste de la « gestion du monde comme un marché », par l'ensemble des politiques de dérégulation à la mode. Comme on l'a dit la mondialisation sert à démanteler les contrats sociaux nationaux produits par des siècles de luttes sociales sans leur substituer un contrat social de portée mondiale ou même régionale (à l'échelle de l'Union européenne par exemple).

Comme moi-même (Cf. *La gestion de la crise*) et d'autres (par exemple Chesnais) l'ont abondamment écrit, cette réponse qui n'en est pas une a conduit à la financiarisation globale. La dépression s'exprime dans la croissance gigantesque d'un surplus de capitaux qui ne trouvent pas de débouché rentable dans l'expansion du système productif. La préoccupation majeure – peut être exclusive – des pouvoirs en place est alors de leur trouver des débouchés financiers, pour éviter la catastrophe (pour le système) de leur dévalorisation massive. J'ai proposé de retrouver dans cet esprit la cohérence d'ensemble des politiques mises en œuvre aux échelles nationales et mondiales : les privatisations, les dérégulations, les taux d'intérêt élevés, les changes flottants, les politiques américaines de déficit extérieur systématique, l'endettement du tiers monde etc. Je n'y reviens donc pas. A son tour cette financiarisation globale enferme dans une spirale de régression. Par son mouvement propre le système donne au capital-financier-rentier la possibilité de faire prévaloir son intérêt particulier sur tous les intérêts généraux, quelqu'en soit le coût pour l'économie – nationale et mondiale. L'inégalité fabuleusement croissante dans les répartitions du revenu, à tous les niveaux du local au mondial,

produite par la ponction croissante de la rente financière sur un produit relativement stagnant, exprime toute l'irrationalité du système.

Les contrefeux proposés pour « limiter les dégâts » sont-ils efficaces ?

Le principal de ces contrefeux semble être la régionalisation dont les vertus sont mises à la mode par les médias, qu'il s'agisse de l'incontournable construction européenne ou d'autres initiatives (ALENA, projet Asie-Pacifique etc.). J'ai proposé une lecture critique de ces projets à laquelle je renvoie. Concernant le projet européen il m'est apparu qu'il entraînait désormais dans une zone de turbulence qui pourrait remettre en question sa progression, non seulement par suite du déséquilibre interne créé par l'unification de l'Allemagne, mais encore et surtout parce que, conçu par la droite, le projet européen reste un projet de marché intégré sans dimension sociale susceptible de mettre en place à l'échelle de l'Union européenne l'équivalent de ce que furent les compromis historiques nationaux capital-travail. Dans le même esprit j'ai proposé des lectures critiques des projets d'intégration par le marché propres à d'autres régions du monde (Cf. *Les conditions d'une relance du développement*).

L'avenir est donc bien incertain

3. Pour explorer les alternatives concernant cet avenir incertain, en conclusion de ce débat sur la mondialisation, il me paraît nécessaire de revenir sur la question centrale de méthode définie dès le départ de notre propos : la question de la loi de la valeur et du rapport loi économique du système capitaliste/fonctionnement de son instance politique.

La loi de la valeur considérée à son niveau le plus élevé de l'abstraction ou au niveau d'abstraction définissant le statut de sa forme mondialisée, opère au niveau médian dans le langage de Braudel, (c'est-à-dire dans le cadre du marché). Dans la conceptualisation de Marx elle définit la dominance de l'économique, qu'elle ne sépare pas du social, politique et culturel, mais qu'elle domine néanmoins. La loi de la valeur ne commande pas seulement la vie économique du monde capitaliste, elle y commande tous les aspects de la vie sociale, ai-je dit. Elle plonge donc ses racines dans le niveau élémentaire de Braudel, qu'elle façonne, et se projette au niveau supérieur du pouvoir. Mais domination d'une instance ne signifie pas suppression des autres. Sans quoi le monde serait effectivement réductible au « marché » (ou aux firmes et au marché), ce que l'idéologie dominante propose et encense. Le système des prix, qui commande la répartition de la richesse, est nécessairement différent du système des valeurs. Non pas seulement du fait des imperfections du marché, mais essentiellement du fait de l'interférence marché-pouvoir, niveau médian – niveau supérieur, instance économique – instance politique. Parce que cette dialectique ne les intéresse pas tous les empiristes de tempérament ignorent la valeur, ne veulent pas y voir autre chose que du brouillard qui cache la seule réalité qu'ils veulent connaître – l'immédiate.

Le beau livre d'Arrighi nous donne des exemples éclatants de la distance qui sépare la production de la valeur de la répartition de la richesse dans l'histoire. Il décortique le système et nous fait comprendre alors pourquoi et comment l'Allemagne industrialiste n'arrache pas son opulence à l'Angleterre financière, comment plus tôt les villes italiennes et les Pays Bas avaient accaparé la richesse mondiale, comment plus tard les Etats Unis font face avec succès aux offensives du Japon etc. Faisant référence à une étude concernant la mondialisation de l'industrie de la chaussure Arrighi montre que la part qui revient aux producteurs – délocalisés – est faible au regard de celle qu'accaparent les « marchands de renommée » (les marques de fabrique qui dominent les circuits commerciaux). Quel bel exemple de la distance entre la répartition de la valeur, créée par les producteurs, et celle de la richesse, commandée

par les prix, les profits et les rentes ! J'ai moi-même, dans l'analyse que j'ai proposée de « l'avenir de la polarisation » exprimé l'idée que par le moyen des cinq monopoles du centre (technologie, finances, accès aux ressources, culture, armements) l'industrialisation des périphéries pourrait ne se solder que par un approfondissement de la polarisation de la richesse. Or les cinq monopoles en question sont d'évidence des expressions du pouvoir – politique et social, culturel et idéologique – non du marché.

J'envisagerai alors d'explorer les possibilités concernant l'avenir en mettant en œuvre ce système conceptuel, que je crois constituer l'essentiel du projet de matérialisme historique (non économiciste).

Il y aurait alors deux scénarios possibles, extrêmes à leur manière, ou plus exactement deux familles de scénarios présentant une gamme de modalités diverses au sein de chacune d'elles. Il y aurait aussi, naturellement, le métissage possible, le plus probable dans l'histoire réelle.

Le mauvais scénario est celui qui prolongerait le système dominant tel qu'il est, ou à peu près, et s'accommoderait de variantes seulement partiellement correctives. La caractéristique majeure est ici que les entreprises (le capital) s'émanciperaient du pouvoir qu'elles parviendraient à instrumentaliser ou au moins à neutraliser. Arrighi rappelle ici que les multinationales d'aujourd'hui échappent à la loi des Etats comme les rapports marchands dans les foires du Moyen Age échappaient aux lois féodales locales. Je crois pour ma part qu'un tel ordre n'est pas durable parce qu'il ne génère que le chaos (titre de mon livre, *L' Empire du Chaos*, 1991) et que ses effets sont si désastreux qu'ils ne peuvent pas ne pas entraîner des réactions sociales suffisamment fortes pour y mettre un terme. Sur le ton de la polémique, je reprendrai donc les termes mêmes d'Arrighi : si cette gestion doit marginaliser des continents entiers, réduire à la misère la majorité de l'humanité, qu'est-ce qui est superflu (« *redundant* ») : les peuples ou les lois du capital ?

Les modalités d'un tel schéma de chaos durable peuvent être facilement imaginées : le repliement sur la triade (Amérique du Nord, Europe, Japon) et l'apartheid généralisé, assaisonnée de génocides pratiqués de temps à autre pour maintenir l'ordre, sécuriser les nantis et protéger leurs forteresses. Mais même dans ce cas extrême, la triade ne serait-elle pas appelée à son tour à s'entredéchirer ? La permanence d'une sorte d'hégémonie – et on ne voit pas laquelle serait imaginable en dehors de celle des Etats Unis – serait nécessaire, si l'on veut éviter le conflit intra-triade, et même le renouveau de conflits intra-européens. La règle du « chacun pour soi » ne crée pas par elle-même le compromis et l'harmonie, mais plutôt leur contraire. Le schéma dessiné ici constituait bien le rêve de Reagan. Dans un temps record il paraît déjà relever du passé : une « belle époque » de courte durée comme l'écrit Arrighi.

Une modalité possible dans ce cadre serait celle de l'installation de l'Occident dans ce confort illusoire à terme, tandis que l'Asie orientale poursuivait sa progression, un peu à l'écart de cette forme saugrenue de la mondialisation-exclusion. L'Asie orientale en question inclurait peut être le Japon, « retourné à ses sources », assis sur son avance technologique, qui se réarticulerait alors sur la Chine et quelques autres pays industrialisés de la région. Ou bien le Japon resterait dans la sphère de la triade occidentale, parce que la Chine poursuivrait sa progression sans chercher à s'intégrer dans la sphère japonaise. Quant au projet des Etats Unis d'intégrer les uns et les autres, c'est-à-dire le Japon, la Chine, la Corée etc. dans leur sphère rénouvée sous le nom d'Asie-Pacifique, il ne dépasse pas le stade des vœux pieux à mon avis et ne pourrait opérer en fait que comme une force supplémentaire séparant la Chine du Japon. Dans tous les cas où conduirait l'industrialisation nouvelle de l'Asie, au-delà de l'Asie orientale, en Asie du Sud-est et en Inde ? Nous retrouvons ici la loi de la valeur, les cinq

monopoles et la polarisation nouvelle, si cette Asie reste dans le système mondialisé. Ou bien elle s'en isole – même relativement – c'est-à-dire déconnectée au sens que j'ai donné au terme. Pas impossible.

Dans tous ces schémas il y a tout de même trop de laissés pour compte pour croire en la solidité des structures qu'ils véhiculent. Les Africains, les Arabes et les Musulmans, les latino- Américains devraient bien, un jour ou l'autre, découvrir les moyens de rappeler efficacement leur existence. Les Européens et les nord Américains, qui n'ont pas prouvé dans l'histoire être des moules inertes, qui ne sont dénués ni de sens de l'initiative ni de générosité, n'accepteront pas davantage, à mon sens, le sort que le schéma d'un nouveau Moyen Age leur réserverait, et surtout réserverait à leurs propres classes populaires, fatalement progressivement elles aussi exclues du confort. Mais si la gauche n'est pas présente pour les mobiliser autour d'un programme d'étape crédible et possible, leur révolte peut les faire dériver à droite, vers un néofascisme. C'est aussi déjà arrivé dans leur histoire.

On ne peut donc pas éluder la question politique concernant les stratégies d'étape qu'il faut développer pour faire face au défi. La mondialisation implique que si le problème est mondial, sa solution doit l'être aussi. Reconnaître ce fait est une chose, préconiser la soumission passive aux exigences de la mondialisation dans la forme où elle s'impose, en attendant ... Godot (la « révolution mondiale » ? l'achèvement du progrès miraculeux qu'elle véhiculerait à terme ?), est tout autre chose. Ma thèse est simple : la mondialisation avance progressivement, mais selon les modalités diverses que les luttes sociales et politiques lui imposent. Elle peut donc être mise sur des rails conduisant progressivement à la solution des problèmes qu'elle pose, ou sur d'autres conduisant à l'impasse et aux désastres. Le propre de la stratégie politique est de s'emparer des marges d'action possibles, si minces soient-elles, pour élargir l'espace d'autonomie des choix futurs.

Dans cette perspective pourrait-on définir l'étape immédiate à venir en acceptant certains des aspects du libéralisme en cours, voire même de la financiarisation ? Sans renoncer pour autant à l'objectif lointain défini en termes de l'utopie créatrice du socialisme mondial ? G. Arrighi et O. Pastré paraissent l'un et l'autre, en termes différents, l'imaginer. Le premier en insistant sur le caractère récurrent des moments de « libéralisation » (au sens de l'affaiblissement de l'efficacité étatiste), de mondialisation, voire même de financiarisation laquelle, même si elle est associée d'un certain point de vue à la crise du système (d'une phase d'accumulation qui a épuisé son potentiel), est aussi, d'un autre point de vue, une transition nécessaire vers une autre phase d'accumulation. Le second en plaçant l'accent sur les recompositions sociales progressistes possibles qui pourraient non seulement s'accommoder des structures nouvelles qui se profilent derrière la financiarisation mais même mobiliser celle-ci au bénéfice d'un contrat social renouvelé. Je prends tout à fait au sérieux cet argument libéral d'apparence, mais tout autant social (au sens sérieux de progressiste socialement). O. Pastré imagine ici – pour la France – un contrat social encadrant l'intervention financière décisive des « investisseurs institutionnels » (les fameux « zinzins » que constituent les fonds gérant l'épargne statutaire, la sécurité sociale et les retraites etc.), et l'action du capitalisme privé et des entreprises publiques et mixtes. Prenant la relève des formes du contrat social propre à la régulation dite fordiste (syndicats ouvriers, patronat et Etat), cette dialectique sociale renouvelée garantirait le succès dans la compétitivité, grâce entre autre à la place qu'elle pourrait assurer au progrès de l'éducation et de la recherche.

Je ne verrais pour ma part aucune objection de principe à opposer à ce projet d'étape, que je qualifierais de « nouvelle social-démocratie » (laquelle, comme toute sociale-démocratie peut se concevoir elle-même comme une fin en soi, ou comme une étape vers l'objectif socialiste plus lointain). Mais je crois utile de préciser les conditions de son succès, qui sont loin d'être réunies. A

l'échelle même de la France – puisqu'il s'agit de ce pays, objet de la réflexion en question – le projet implique des évolutions politiques et idéologiques qui ne sont pas celles qui se dessinent dans le chaos actuel. De surcroît, acceptant l'insertion dans la construction européenne, le projet implique des évolutions analogues à l'échelle de tous les partenaires principaux de celle-ci. La nouvelle social-démocratie doit être européenne, ou ne pas être. C'est ce que j'appelle donner au projet européen la dimension sociale qui lui manque, et dont la stratégie produite spontanément par le capital dominant ne veut pas. Cette contradiction est, à mon avis, tout à fait capable d'enliser la construction européenne et finalement de briser les espoirs placés en elle. Par ailleurs le projet dessiné par Pastré, acceptant la mondialisation dans son principe, implique à son tour l'organisation des rapports entre l'Europe et les autres partenaires du système monde (les Etats Unis, le Japon, les gigantesques périphéries des trois continents) qui soutiennent le déploiement de sa logique socialement progressiste et non pas qui en ruinent les chances. C'est ce que j'appelle la construction d'un monde pluricentrique, laquelle appelle une réorganisation des marchés mondiaux de capitaux capable d'en orienter les placements en direction de l'expansion des systèmes productifs. Or cette réorganisation entre en conflit avec les principes de la financiarisation débridée telle qu'ils sont à l'œuvre. A mon avis, qu'on le veuille ou non, cette financiarisation – liée à la crise de l'accumulation, et même largement produite par elle – ne prépare pas par elle-même la sortie de la crise, mais au contraire en approfondit les contradictions. De la même manière cette réorganisation implique la négociation des parts de marché ouvertes aux industrialisations nouvelles des régions périphériques. Elle entre donc en contradiction avec les principes qui, au nom du libéralisme, protègent en fait les monopoles en place, hostiles aux changements. Enfin elle implique une réorganisation des systèmes monétaires, qui est en conflit, qu'on le veuille ou pas, avec les principes sur la base desquels fonctionne la financiarisation en place (les changes flottants, la libéralisation financière à l'échelle mondiale etc.). L'ensemble des réorganisations que le succès même du projet de Pastré impliquerait constitue ce que j'appelle la construction d'un monde polycentrique.

A cause des difficultés gigantesques auxquelles ces réorganisations nécessaires se heurtent dans le monde actuel, je crois que l'aspect « financiarisation mode de gestion de la crise » l'emporte sur les dimensions potentielles qui lui permettraient de devenir le moment d'une transition vers un mode d'accumulation plus progressiste socialement, localement et mondialement.

Alors ? La perspective d'un autre système social, sacrifiant la sacro sainte propriété privée, d'une autre mondialisation, refusant la polarisation, reste la seule alternative humaine. L'achèvement du projet n'est certainement pas pour demain, et pourrait paraître si éloigné qu'on le qualifiera aisément d'utopique. Je ne suis pas de cette opinion. Je crois même qu'on peut déjà dessiner les lignes directrices de politiques qui constitueraient une première étape dans cette longue marche. J'ai qualifié cette étape de construction d'un monde polycentrique permettant de reconstruire des contrats sociaux progressistes encadrant la gestion du marché. Il s'agit d'une vision de la « transition au socialisme mondial » bien différente de la perspective traditionnelle des internationales successives. J'y renvoie le lecteur. L'histoire n'est pas façonnée unilatéralement par la loi de l'accumulation. Son chemin est façonné par le conflit entre cette loi et la logique de sa négation.

BIBLIOGRAPHIE

(i) Cette étude fait directement référence à certains des écrits de l'auteur qu'elle complète :

- *Capitalisme et Système Monde*, Sociologie et Sociétés, Vol XXIV, N°2, 1992, Montréal, pp 181-202.
- *The Ancient World system versus the Modern Capitalist World System*, Review, Vol XIV, 1991, Binghampton pp 349-386.

Systèmes régionaux anciens et système capitaliste, Contradictions, N° 67, 1992, Bruxelles, pp 85-122.

- *La nouvelle polarisation mondiale*, Actuel Marx, L'idée du socialisme a-t-elle un avenir, PUF, pp 107-126.
- *L'Empire du chaos*, L'Harmattan 1991, particulièrement Chap. I et II.
- *Itinéraire intellectuel*, L'Harmattan, 1994 ; particulièrement les chapitres 7 (la critique du soviétisme) et 8 (la théorie de la régulation).
- *La gestion capitaliste de la crise*, L'Harmattan 1995 ; particulièrement première partie (la gestion mondiale de la crise, Banque Mondiale, FMI, GATT) et troisième partie (les conditions d'une relance du développement).
- Voir également : S. Amin, P. G. Casanova et all, *Mondialisation et Accumulation*, L'Harmattan, 1993, particulièrement Introduction et Conclusion.
- S. Amin, *L'Eurocentrisme*, Economica-Anthropos, 1988.
- S. Amin, *L'Ethnie à l'assaut des Nations*, L'Harmattan 1994.

(ii) Cette étude est dans une large mesure un dialogue avec quelques auteurs dont les ouvrages récents me sont apparus importants dans l'analyse de la mondialisation et des défis qu'elle constitue. En particulier :

- Giovanni Arrighi, *The Long XXth Century*, Verso 1994.
- François Chesnais, *La Mondialisation du capital*, Syros 1994.
- Michel Beaud, *L'économie mondiale dans les années 1980*, La Découverte, 1989.
- Olivier Pastré, *Les nouveaux piliers de la finance*, La Découverte 1992.

Par ailleurs des références implicites sont faites dans le texte à de nombreux auteurs de l'école du système monde (une bibliographie de ces écrits est donnée dans « *Capitalisme et Système*

Monde » ainsi que dans « *Systèmes régionaux anciens et système capitaliste* », à des études relatives au rôle des institutions de Bretton Woods (bibliographie rappelée dans « *La gestion capitaliste de la crise* »), à des articles de Kostas Vergopoulos et de Michel Aglietta (publiés entre autre dans *Marx-Actuel* et dans *Futur Antérieur*).

J'ai également fait référence à :

Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 1994.

Otto Kreye, Folker Fröbel, Jurgen Henrichs, *The New International Division of Labour*, Cambridge, University Press, 1980.

Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français*, Albin Michel, 1984.

Les références à Marx, Braudel et Karl Polanyi (*La Grande Transformation*, 1944), n'ont certainement pas besoin d'être davantage explicitées.